



IN MEMORIAM

Bruxelles, 22.3.2016



Le mot du Président du CESE

Chers amis,

La crise des réfugiés a mis en évidence un déficit de solidarité entre nos États membres et la nécessité urgente de mettre en place une véritable politique européenne en matière d'asile et de migrations: notre Comité l'a notamment réaffirmé dans les rapports qu'il a publiés récemment à la suite des missions qu'il a effectuées dans de nombreux États membres et en Turquie.

L'Union européenne est très critiquée. Beaucoup plus que par le passé. Il apparaît clairement que le processus d'intégration européenne lui-même est sérieusement remis en cause. Les discours des populistes et des xénophobes trouvent de plus en plus d'oreilles attentives parmi les citoyens, la dernière indication en date, au moment où j'écris ces lignes, étant le résultat d'élections en Autriche.

À mon sens, celles et ceux qui prétendent que la solution à ces problèmes se trouve dans le repli national commettent, dans le meilleur des cas, une très grave erreur: ils agissent comme si l'histoire de notre Europe ne leur avait rien appris. Il y a pire. Il y a celles et ceux qui cultivent délibérément la haine, le racisme et la xénophobie, tout en dissimulant leurs intentions de supprimer les libertés après le repli national et d'imposer des régimes autoritaires, voire totalitaires. Nos aînés, qui ont connu le malheur et l'horreur de la guerre, nous ont laissé un bel héritage: cette Communauté européenne qui nous a permis de vivre en paix pendant sept décennies. Nous n'avons pas le droit de laisser les virus racistes et fascistes tuer notre communauté. Nous devons agir pour convaincre les citoyens que les organisations de la société civile les représentent et que seule une vraie Union solidaire, démocratique et proche des citoyens sera capable d'affronter non seulement ces problèmes-là mais aussi tous les autres grands problèmes auxquels nous serons confrontés dans cet espace mondialisé: si ça devait tourner mal, ce serait mal pour tout le monde; personne ne sera à l'abri. Si, aujourd'hui, nous demeurons indifférents, nos enfants ne nous le pardonneront pas.

Des signes d'espoir existent aussi, mais il faut beaucoup de courage et de travail pour que l'espoir se transforme en réalité. Vous le savez peut-être déjà: le Comité vient d'être saisi par la Commission d'une demande d'avis sur le projet de «socle européen des droits sociaux». Nous avons mis en place un groupe de travail qui compte 21 membres, avec trois rapporteurs qui sont les présidents de nos trois groupes. Nous allons déployer des moyens inédits pour partir en quête de l'avis de nos organisations nationales, en nous rendant sur place, dans tous les États membres. Vous aurez compris l'importance capitale que nous donnons à ce travail, vous qui connaissez bien les méthodes de travail du Comité. J'ai l'espoir que nous parvenions à remettre à la Commission une proposition digne de la Charte des droits fondamentaux, reflétant pleinement les préoccupations de nos organisations et qui pourrait donner aux citoyens le signal d'un changement salutaire, orienté vers eux.

Plus que jamais, notre Comité doit convaincre les décideurs de prendre des décisions qui vont dans le sens d'une Union européenne solidaire et au service des citoyens. Je suis convaincu qu'à vous, anciens conseillers qui savez bien quel est l'enjeu, je peux demander un appui via vos organisations nationales, dans lesquelles vous avez été ou êtes encore actifs: pour moi, vous restez des acteurs sociaux européens comme lorsque vous étiez membres effectifs du Comité et c'est tous ensemble que nous devons continuer notre action pour une Europe vraiment unie, solidaire et sociale.

Georges Dassis, *Président du CESE*

Éditorial du Président



Chers Membres,

notre Assemblée générale annuelle s'est tenue le 11 avril dernier au siège du Comité à Bruxelles. Les participants y ont été nombreux malgré la fermeture de l'aéroport de Bruxelles, suite aux horribles et lâches attentats qui ont frappé la Belgique et, au-delà, les peuples épris de liberté et de paix.

Au cours de notre Assemblée, nous avons notamment approuvé le rapport annuel et le rapport du commissaire aux comptes pour l'exercice 2015, ainsi que les propositions de budget pour 2016. Nous avons également mené un long débat sur les possibles modifications au protocole d'accord avec le CESE et au Statut de l'Association, en vue d'un prochain passage au Bureau du Comité. L'après-midi a été essentiellement consacré à un large débat sur le thème de l'avenir de l'Europe, avec la participation et les interventions marquantes de Nikos Alexopoulos, directeur du cabinet du président du CESE, Georges Dassis, de Luis Planas, secrétaire général du CESE, de Luca Jahier, président du groupe «Activités diverses» (qui a publié un article très intéressant dans cette même lettre d'information), d'Antonello Pezzini, questeur, ainsi que de José Antonio Moreno Díaz, rapporteur du groupe II sur la question des réfugiés et des migrants. Ce débat d'actualité, a été riche et dense, et a surtout mis en lumière certains des problèmes auxquels nous sommes confrontés.

Les risques générés par la situation de blocage à laquelle nous assistons depuis des années, qui a conduit, au fil du temps, à l'inertie et au recul du projet européen, nous incitent à réagir et à formuler des pistes de réflexions concernant des propositions et des actions susceptibles de nous sortir de cette impasse. C'est ce que nous avons tenté de faire par notre contribution au débat sur le devenir de l'Europe.

Les derniers développements, les déclarations et les prises de positions, notamment d'un certain nombre d'États membres, sont inquiétants tant ils s'éloignent du projet européen et des valeurs qui le sous-tendent. Pour n'avoir pas su prendre les décisions communes qui s'imposaient face à la crise, avoir laissé les politiques économiques et sociales se dégrader, avoir vu la Grèce se déliter, sans formuler de propositions de politiques alternatives plus intégrées qui auraient eu l'avantage d'apporter une réponse pérenne à cette crise, l'Union a perdu en crédibilité. Après la Grèce, nous voilà confrontés au Brexit, au terrorisme, aux difficiles négociations dans le cadre du TTIP, aux doutes sur les conséquences de l'installation d'une base militaire de l'Otan en Pologne, à la nécessité de développer des politiques économiques et sociales répondant aux besoins des citoyens, à la lutte contre le chômage et j'en oublie. Dans le même temps, alors que tout nous incite à nous unir, se développent de graves confrontations internes: nous nous déchirons sur le sort des réfugiés, dans un contexte délétère, avec la montée inexorable d'un populisme nationaliste, à connotations xénophobes et racistes.

C'est en faisant le constat des difficultés, des blocages qui paralysent le fonctionnement institutionnel, de la prédominance des États, plus préoccupés de tirer des avantages particuliers que de mener des politiques communes, qu'il convient de revoir l'ensemble de la problématique, institutionnelle et politique, pour remettre l'Union dans le sens de la marche. Le débat est ouvert depuis des années, de Jacques Delors à Hans Dietrich Genscher et, pour ne pas aller trop loin, aux propositions formulées par Valéry Giscard d'Estaing, qui tous avaient en commun la vision



Le mot du Secrétaire général du CESE

Chers Membres,

L'Assemblée générale du 25 janvier dernier a été pour moi une excellente occasion de vous rencontrer pour la première fois lors de ce nouveau mandat, et de souligner à nouveau la précieuse contribution que l'Association des anciens membres doit apporter aux activités du CESE.

Comme je l'ai dit - certains, parmi vous, en conviendront volontiers - l'UE n'a jamais traversé une période aussi difficile. Ces difficultés s'expliquent par toute une série de facteurs et de perturbations. La question des migrations et des réfugiés constitue pour l'UE un défi considérable, que nous devons relever en restant fidèles aux valeurs et aux principes européens; je tiens à souligner ici l'excellent travail accompli par les membres du CESE dans le cadre des diverses missions qu'ils ont effectuées dans l'UE et en Turquie. Un autre grand défi est celui de la sécurité, du terrorisme et de la sûreté. Nous devons collaborer étroitement et stimuler la coopération et l'unanimité dans l'action, faute de quoi notre réponse ne sera pas adéquate. Nous devons également veiller à une meilleure coordination des services de police et de renseignement et des systèmes judiciaires. Enfin, et ce n'est pas le moins important, nous devons soutenir l'idée de liberté incarnée par l'espace Schengen.

Le CESE, avec l'aide du Secrétariat, s'efforce de trouver des réponses à ces situations nouvelles. **Depuis que j'ai pris mes fonctions en tant que Secrétaire général du CESE, j'ai lancé une réforme administrative qui vise à apporter un soutien accru et plus efficace aux membres du CESE.** Le CESE a toujours été un organe consultatif au service des institutions de l'Union et continuera à jouer ce rôle. Il a toutefois aussi un rôle important à jouer en tant que plateforme de la société civile européenne, et c'est là un élément capital pour son avenir. En tant que maison de la société civile, le CESE organise diverses manifestations qui ouvrent de formidables perspectives pour le débat et qui mettent de nouvelles idées sur le devant de la scène.

Nous avons récemment décidé d'ajouter un nouvel élément à la liste des principales activités du CESE, à savoir l'évaluation et le suivi des politiques de l'UE. Ce travail de qualité ex post, effectué par les membres avec l'aide du secrétariat, sera quelque chose de nouveau, potentiellement très important. A la suite de ma proposition, le Bureau a modifié la configuration du Secrétariat du CESE. Une nouvelle unité chargée de l'évaluation ex post a été créée; dans le même temps, d'autres unités ont été supprimées de l'organigramme afin de veiller à ce que ce processus créatif n'entraîne aucune augmentation des dépenses administratives. Il va sans dire que ce nouveau défi - réaliser des évaluations qualitatives ex-post dans le contexte interinstitutionnel - sera de la plus haute importance pour le CESE.

J'aurai le plaisir de vous tenir informés des premiers résultats concrets de ces activités. Pour le moment, en guise de conclusion, permettez-moi de vous remercier pour votre travail et de vous assurer une nouvelle fois du soutien sans réserve et de la bonne volonté du Secrétariat du CESE.

Luis Planas, Secrétaire général du CESE

DANS CE NUMÉRO

BERLAYMONT & Co.:

Être ou ne pas être dans l'UE?	4
Bonnes idées pour la présidence slovaque.....	6
Étiquetage énergétique.....	11

JDE INSIDER:

Du champ à l'assiette.....	12
Couleurs vivantes	14
Votre Europe, votre avis	15
Journées de la société civile.....	16

FORUM AAM:

L'Assemblée générale de l'AAM.....	18
Découvrir le Sud-Ouest de la France.....	21
Une simulation pour faire connaître le CESE	22
L'Europe face aux crises.....	24

RAVENSTEIN MEMORIES:

1968: le CESE reçu par le roi Baudouin.....	28
---	----

d'une politique européenne plus intégrée, dont ils estimaient (et je partage ce point de vue) qu'elle était seule capable de relancer l'Europe et de lui redonner l'opportunité d'exister réellement. Aujourd'hui, l'Europe à 28 a montré ses limites et le fonctionnement régi par le concept des États-nations a révélé son inefficacité, j'ajouterais sa nocivité, car il est la base et la cause de tous les blocages.

Il est urgent de revoir l'ensemble de l'architecture institutionnelle, son fonctionnement, sa capacité de mener des politiques communes plus intégrées. Tout en conservant les règles et l'acquis de l'Union à 28, le temps est venu de permettre à ceux qui le souhaitent d'aller plus avant, vers une Europe plus intégrée, plus solidaire, plus à même de répondre aux attentes légitimes des citoyens. Sans changements, sans engagements, nous assisterons presque impuissants à une désaffection et à une dégradation de nos relations en interne, et nous prenons le risque d'une érosion lente et mortelle.

Le débat qui a suivi la présentation a permis de mettre en exergue une inquiétude partagée et, malgré quelques nuances, un réel engagement à poursuivre la discussion, ainsi qu'à formuler des axes de réflexions et des propositions allant dans le sens de l'adaptation et de la consolidation de l'Union dans de nouvelles dimensions et perspectives. Dans tous les cas, une assemblée ouverte au débat, sans rejet ni a priori, c'est rafraîchissant et réjouissant.

Il nous appartient, à nous, membres de l'association, dans le cadre de nos compétences, de faire connaître nos réflexions et nos propositions, y compris iconoclastes, et d'aller de l'avant en nous engageant hardiment dans la dynamique amorcée.

Roger Briesch, Président de l'AAM

LE RÉFÉRENDUM BRITANNIQUE SUR L'APPARTENANCE À L'UNION EUROPÉENNE

Être ou ne pas être dans l'UE? Telle est la question...

«Le ciment du projet européen réside dans le fait qu'il s'agit d'une noble cause: c'est la voie à suivre pour l'Europe. Le CESE fait partie du "demos" européen qui se fait jour au sein de l'UE.» C'est par ces mots que M. Will Hutton, président du Big Innovation Centre, principal du Hertford College de l'université d'Oxford et ancien rédacteur en chef de l'hebdomadaire *The Observer*, a lancé le débat lors d'une conférence organisée à Manchester le 8 mars dernier. Dans le cadre de cette discussion animée par Mme Shirin Wheeler, ancienne présentatrice de l'émission de la BBC «*The Record Europe*», le groupe des activités diverses a rassemblé quelque 130 participants pour débattre du thème «Le Royaume-Uni dans l'UE: qu'est-ce qui compte pour vous?».

Force est de constater que cette manifestation, à laquelle ont pris part des orateurs issus des milieux universitaires et des groupes de réflexion, des secteurs du bénévolat et de l'environnement, des entreprises sociales, des syndicats, des pouvoirs publics locaux et nationaux ainsi que nos membres, a suscité l'une des discussions les plus animées que nous ayons connues à l'occasion d'une conférence thématique organisée par notre groupe. Qu'il s'agisse d'emplois, de croissance, de cohésion économique et sociale, de sécurité, de souveraineté et d'identité, ou qu'il soit question du «jour d'après» et des conséquences dans l'éventualité où la majorité se prononcerait pour la sortie de l'UE, le débat entier avait pour fil rouge l'idée que le référendum du 23 juin aurait pour enjeu les *citoyens* et leur *qualité de vie*. Pour cette raison, sans doute, malgré les faits et la dimension politique partisane de la campagne en faveur du *oui* ou du *non*, les intervenants ont convenu que la plupart des citoyens du Royaume-Uni voteraient en fonction de leurs *émotions*. **Ce sont les sentiments, les perceptions, les peurs et les passions, mais aussi les valeurs à transmettre à la prochaine génération, qui détermineront en fin de compte le résultat du référendum.** Appelons cela un «projet d'espoir», étant donné que l'Union européenne est un voyage que nous faisons ensemble sur la voie du développement de notre société, de la justice et de la dignité. Toutefois, ce voyage n'est pas dépourvu de difficultés.



En effet, le Royaume-Uni n'est pas le seul État membre à considérer que l'UE doit aujourd'hui être réformée en profondeur. Au contraire, il apparaît de plus en plus nettement que les décisions prises concernant la relation particulière entre le Royaume-Uni et l'UE ne sont que la manifestation la plus évidente d'une montée de l'angoisse, de la défiance et de la désunion chez les responsables politiques comme chez les citoyens de plusieurs pays européens. De fait, qu'on le veuille ou non, nous nous efforçons tous de naviguer à travers les multiples crises qui se déroulent aux portes de l'Europe – les défis posés par les migrations, la sécurité, le faible niveau de la croissance économique, la pauvreté grandissante, le changement climatique, etc. Il ne fait selon moi aucun doute que notre

incapacité à gérer la crise de la migration pourrait sonner le glas de l'UE, tant il est vrai qu'il y a beaucoup à faire et de toute urgence! Il est tout aussi certain que nous devons agir avec plus de vigueur pour renforcer la transparence et la compétitivité en Europe, créer davantage d'emplois de qualité et stimuler une croissance durable. Toutefois, ériger des barbelés le long des frontières européennes, plus de 25 ans après les avoir arrachés, en 1989, n'est pas la solution. Il ne s'agit là que de la manifestation physique de la peur, de la défiance et de l'isolement national.

Ceci m'amène au second argument que je voudrais faire valoir, qui concerne l'avenir de l'UE dans sa globalité. La décision d'affranchir le Royaume-Uni de l'objectif consistant à tendre vers une «union sans cesse plus étroite», ainsi que, bien entendu, les nombreuses clauses d'exception dont ce pays bénéficie déjà, illustrent clairement le fait que l'identité de l'Europe est – et il ne saurait en être autrement – celle d'une *entité différenciée qui fonctionne à plusieurs vitesses*. Il serait naïf, du point de vue politique, de continuer à croire à un objectif ou un modèle unique pour l'UE, qui se concrétiserait simultanément et de façon identique dans l'ensemble des 28 États membres de l'Union. Il n'y a là rien de nouveau. Déjà, en juin 2014, le Conseil européen avait formellement accepté la notion d'intégration variable. Toutefois, ce récent accord du Conseil

En 2016, il nous faut inventer un nouveau récit pour l'Europe, afin de relever les défis communs auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui.



européen rend cette différenciation beaucoup plus explicite, et a vocation à devenir juridiquement contraignant. Il apparaît surtout que l'accommodement trouvé avec le Royaume-Uni sur l'«union sans cesse plus étroite» pourrait contribuer à surmonter des divergences de longue date concernant l'orientation future de l'UE. Les États membres qui souhaitent bâtir une «union sans cesse plus étroite» sont libres de le faire, en avançant plus rapidement et en se rapprochant davantage dans leur processus d'intégration. Mais ceux qui n'ont pas l'intention d'emprunter cette voie ont également la possibilité de lever le pied, *pour ce qui concerne leur pays uniquement.*

Il s'agit selon moi de la seule manière d'avancer. En effet, de par sa nature même, l'UE est en permanence à la recherche d'un équilibre entre l'intérêt national, d'une part, et l'intérêt général et des positions de compromis, d'autre part. C'est ce qu'elle fait depuis sa création. C'est sûrement aussi ce que Winston Churchill avait à l'esprit, en 1946, quand il a prononcé son célèbre discours de Zurich. Interrogé sur le remède qui permettrait de sauver l'Europe d'une «misère infinie», il répondit que celui-ci *«consiste à reconstituer la famille européenne [...] puis à dresser un cadre de telle manière qu'elle puisse se développer dans la paix, la sécurité et la liberté. Nous devons ériger quelque chose comme les États-Unis d'Europe.»*

En 2016, il nous faut inventer un nouveau récit pour l'Europe, afin de relever les défis communs auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui. Face à l'insécurité et aux multiples conflits aux frontières de l'Europe, que ce soit en Turquie, en Libye, dans l'est de l'Ukraine ou ailleurs, nous devons impérativement préserver cet espace européen de paix, de liberté, de prospérité, de justice et de dignité. Surtout, nous devons rester humains et fidèles au projet européen et à ses valeurs fondamentales.

Il y a près de cinq siècles, William Shakespeare a écrit: *«le monde entier est un théâtre»* et la vie est une pièce qu'il nous faut jouer. Le 23 juin, les citoyens britanniques en seront les acteurs principaux! Alors, «Être ou ne pas être» membre de l'Union européenne? Telle est la question! Personnellement, je m'inscris résolument dans le camp de ceux qui veulent «être» dans l'UE. Je soutiens «#UK-IN».

Luca Jahier, *Président du groupe des activités diverses du CESE*

LA PRÉSIDENTE SLOVAQUE DU CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE

Les bonnes idées en provenance de la Slovaquie



INFORMATIONS PRINCIPALES ET DATES

- **La Slovaquie va assurer, pour la première fois de son histoire, la présidence du Conseil de l'UE**
- **Dates:** 1^{er} juillet 2016 – 31 décembre 2016
- **Présidence précédente de l'UE:** Pays-Bas (1^{er} janvier 2016 – 30 juin 2016)
- **Présidence suivante de l'UE:** Malte (1^{er} janvier 2017-30 juin 2017)
- **Plénipotentiaire du gouvernement slovaque:** M. Ivan Korčok, Représentant permanent de la République slovaque auprès de l'UE
- **Budget prévisionnel de la présidence:** 70 millions d'EUR

LA SLOVAQUIE SE PRÉPARE À PRENDRE LES RÊNES DE L'UE

En juillet, la Slovaquie entamera sa première présidence semestrielle du Conseil de l'Union européenne. Le mandat de la Slovaquie à la tête du Conseil constituera la 116^e présidence tournante de l'UE. Celle-ci est précédée par l'actuelle présidence néerlandaise et sera suivie par la présidence maltaise.

La présidence slovaque se concentrera sur un certain nombre de questions particulièrement importantes pour l'UE, telles que le marché unique, l'union de l'énergie, la politique de cohésion, l'union des marchés des capitaux, l'examen à mi-parcours du cadre pluriannuel de financement (CFP) 2014-2020, le budget annuel de l'UE pour 2017 et l'élargissement.

Outre les points prévus de longue date, la crise migratoire, une révision des règlements de Dublin, ainsi que la lutte contre le terrorisme figureront également en bonne place parmi les priorités. Les thèmes que la Slovaquie abordera pendant sa présidence concerneront également d'autres développements, notamment les résultats du référendum du Royaume-Uni concernant son maintien dans l'Union européenne.

En Slovaquie, l'intérêt du public pour les affaires européennes atteint le niveau le plus bas jamais enregistré au sein de l'UE. La présidence offrira une occasion de dialoguer avec le public sur des questions européennes et sur le rôle de la Slovaquie dans l'UE. La coopération entre le CESE et la présidence est très intense. Le gouvernement slovaque a demandé quatre avis exploratoires au Comité, en ce qui concerne:

- l'impact de l'évolution technologique sur le système de sécurité sociale et le droit du travail;
- l'évaluation à mi-parcours du programme Horizon 2020;
- la nouvelle organisation du marché de l'électricité et ses incidences potentielles sur les consommateurs vulnérables; et
- une législation à l'épreuve du temps.

La réunion extraordinaire du Bureau du CESE aura lieu le 14 juin à Bratislava.

La version finale du programme de la présidence slovaque sera adoptée en juin. Elle sera présentée le 13 juillet par Ivan Korčok, secrétaire d'État au ministère des affaires étrangères et européennes de la République slovaque et plénipotentiaire gouvernemental pour la présidence slovaque du Conseil de l'Union européenne, à l'occasion de la session plénière du CESE.

Marián Brestovanský (REL)

Par la conduite d'un programme positif, la Slovaquie espère que l'on pourra surmonter le sentiment de fragmentation.

CONNECT s'est entretenu avec Peter Javorčík, représentant permanent de la Slovaquie auprès de l'UE.

À votre avis, quels sont les principaux défis auxquels la présidence slovaque du Conseil de l'UE est susceptible d'être confrontée?

La Slovaquie prend la présidence à un moment difficile. Au cours des quelques dernières années, l'Union européenne a été confrontée à un certain nombre de défis qui ont une incidence sur sa configuration globale. Nous observons un certain sentiment de fragmentation politique et ce doit être un sujet de préoccupation. La fragmentation nous rend vulnérables.

Cependant, la Slovaquie ne va pas verser dans le défaitisme. Au contraire, nous sommes prêts à aborder les défis actuels depuis un angle positif. Nos priorités seront axées sur quatre ambitions: rendre l'économie européenne plus forte; moderniser et élargir le marché unique dans des domaines tels que l'énergie et l'économie numérique; œuvrer à une politique d'immigration et d'asile durables et prêter attention à notre environnement externe, à savoir les accords commerciaux et la politique d'élargissement.

Il y aura de toute évidence un dénominateur commun à ces domaines prioritaires. Premièrement, nous voulons surmonter la fragmentation en mettant l'accent sur un programme positif et des solutions durables. Deuxièmement, nous sommes déterminés à parvenir à des résultats concrets pour nos citoyens.

Bien entendu, nous sommes également conscients des incertitudes que nous devons prendre en considération, à savoir le référendum au Royaume-Uni et la situation de la migration sur le terrain. Nous espérons toutefois que la présidence slovaque ne sera pas entièrement absorbée par la gestion des crises.

La présidence est une occasion de promouvoir la Slovaquie et son potentiel diplomatique. Quels résultats considérez-vous comme un succès lors du passage de flambeau à Malte en fin d'année?

Dans chaque domaine, nous avons une vision claire de ce que nous voulons accomplir. Par exemple, le Fonds européen pour les investissements stratégiques et l'Union des marchés de capitaux sont certaines des initiatives phares dans le premier domaine prioritaire. Les propositions destinées à renforcer la sécurité énergétique ou à permettre un commerce électronique sans entraves sont en tête de notre ordre du jour pour ce qui est du deuxième domaine prioritaire. Les «Frontières intelligentes» sont un exemple de questions importantes dans le domaine de la migration durable, et ainsi de suite.

En plus de cela, néanmoins, il sera fondamental de créer une atmosphère positive autour de la table et nous sommes prêts à nous y employer également.

Je crois que c'est aussi la solution pour mener à bien une mission d'ordre plus général: surmonter grâce à nos efforts le sentiment de fragmentation politique qui existe dans l'UE.



Quel domaine, aujourd'hui problématique au sein de l'UE, est de la plus haute importance pour la Slovaquie dans une perspective purement nationale?

Cela peut sembler un cliché, mais le rôle de la présidence est celui d'un intermédiaire honnête. Tout pays, y compris la Slovaquie, met ses intérêts et ses sensibilités nationales de côté pour pouvoir servir notamment de médiateur, de négociateur et de gestionnaire crédible. Je suis convaincu qu'assumer la présidence, c'est aussi se mettre au service d'autrui et une façon d'apporter sa pierre à l'UE. Ce que je peux dire d'un point de vue national, c'est que nous espérons de tout cœur que la présidence se traduira également par un engagement plus fort sur les affaires de l'UE avec nos citoyens. Beaucoup d'efforts sont faits dans ce domaine également.

Natália Schneiderová (GRE) a contribué à cet article.

Dans chaque domaine, nous avons une vision claire de ce que nous voulons accomplir.

Les activités du CESE durant la présidence slovaque

Dans le cadre de la préparation de la présidence slovaque du Conseil de l'UE, une **réunion extraordinaire du Bureau aura lieu le 14 juin à Bratislava**. Les membres du Comité seront accueillis par les représentants du CES slovaque dans un centre de conférence situé dans la capitale slovaque. La réunion du Bureau sera précédée d'un débat en présence de Miroslav Lajčák, ministre slovaque des affaires étrangères, et de représentants de la société civile locale.

Le **programme** de la présidence slovaque sera **présenté** le 13 juillet par **Ivan Korčok**, secrétaire d'État au ministère des affaires étrangères et européennes de la République slovaque et plénipotentiaire gouvernemental pour la présidence slovaque du Conseil de l'Union européenne, à l'occasion de la session plénière de juillet du CESE. Les objectifs préliminaires du programme sont, entre autres, l'Union de l'énergie, le marché unique, la politique de cohésion, l'Union des marchés de capitaux et la crise migratoire.

Au cours de la présidence slovaque, chaque groupe du CESE tiendra une réunion à Bratislava. Ces réunions auront lieu durant les derniers mois de 2016. Parmi d'autres activités organisées dans le cadre de la présidence slovaque, mentionnons **deux manifestations culturelles qui auront lieu au siège du CESE**: une exposition de photos à partir du 13 juillet («Réflexions de Slovaquie» présentée par le photographe Yaro M. Kupčo - images de la nature slovaque) au début de la présidence, et la manifestation culturelle de clôture, le 14 décembre.

Tatiana Adamišová, Marián Brestovanský, Sonia Calvy (REL)



13 juillet 2016

Yaro M. Kupčo: Reflets de Slovaquie – exposition de photographies: Manifestation au CESE pour lancer la présidence slovaque du Conseil de l'Union européenne. Cette exposition se déroulera dans les locaux du CESE du 13 juillet 2016 au 16 septembre 2016.

13 et 14 juillet 2016

Session plénière du Comité économique et social européen: présentation du programme de la présidence slovaque par M. Ivan Korčok, secrétaire d'État au ministère des affaires étrangères et européennes de la République slovaque et plénipotentiaire gouvernemental pour la présidence slovaque du Conseil de l'Union européenne.

14 décembre 2016

Soirée culturelle slovaque: Manifestation au CESE pour conclure la présidence slovaque du Conseil de l'Union européenne.

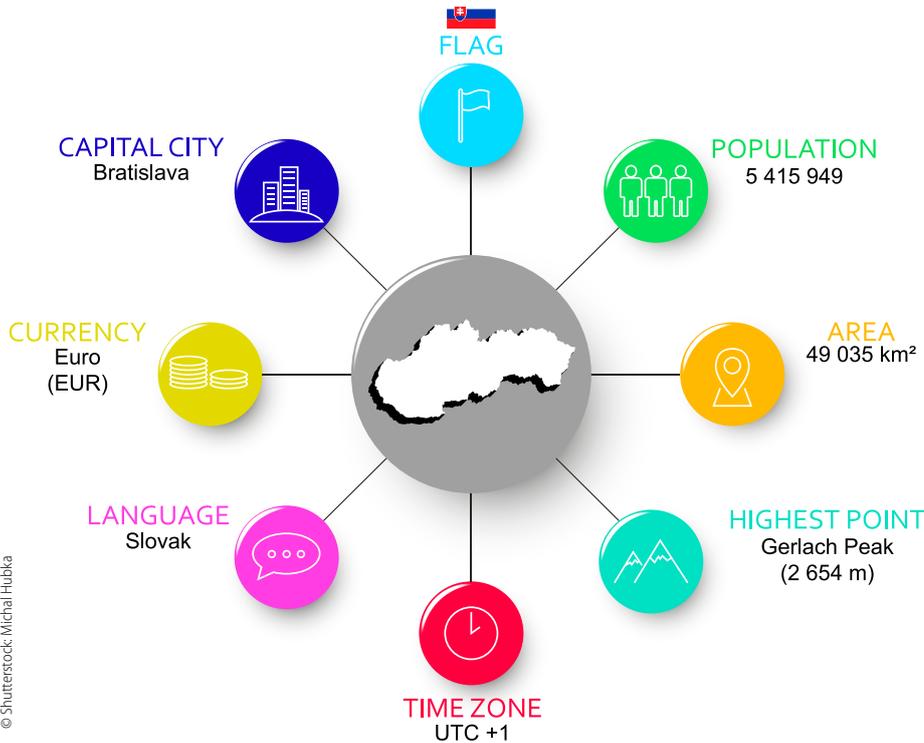
L'unité «Relations interinstitutionnelles du CESE» et ses activités durant les présidences de l'Union européenne

L'une des principales fonctions de l'unité «Relations interinstitutionnelles et avec les CES nationaux» (ci-après dénommée «unité REL») vise à assurer le suivi des activités des autres institutions et à les informer sur les activités du CESE. L'unité REL fait office de point de contact pour les autres services et institutions pour tout type d'information et d'aide concernant les relations interinstitutionnelles.

L'unité REL, au nom du CESE, est chargée des relations avec le **Conseil de l'UE**. Elle a une longue tradition de collaboration avec les présidences de l'UE, sur la base du programme de travail établi conjointement avec la représentation permanente du pays exerçant la présidence suivante du Conseil de l'UE.

Le CESE coopère avec les présidences du Conseil dans les domaines suivants:

- Reception des avis exploratoires demandés par les ministères de l'État membre exerçant la présidence de l'Union;
- déclaration lors des sessions plénières du CESE d'un représentant de l'État membre qui assure la présidence de l'UE, et présentation des priorités de la présidence au début de celle-ci et des résultats à la fin de chaque présidence de six mois, en vue d'un débat avec les membres du CESE;
- participation du CESE (président du Comité ou président de la section compétente) lors de réunions informelles du Conseil de l'UE;
- participation des représentants de la présidence à des manifestations du CESE, ou organisation d'événements conjoints, souvent en coopération avec le CES de l'État membre qui exerce la présidence;
- séminaires/conférences/auditions/réunions extraordinaires de groupe organisés dans l'État membre exerçant la présidence de l'UE.



© Shutterstock: Michal Hubka

© Shutterstock: Rainer Lesniewski



Propositions de réforme des ressources propres de l'UE et rôle de la société civile organisée

La première présidence du Conseil de l'UE assumée par la République slovaque, au cours du second semestre 2016, prolongera sur le fond celle des Pays-Bas et elle se concentrera sur les thèmes essentiels suivants: la croissance économique, le marché unique numérique, la construction de l'union de l'énergie, la migration et l'élargissement de l'UE¹. Le programme et les priorités de la présidence slovaque correspondront aux thèmes inscrits au calendrier de l'Union et qui doivent aboutir au cours du second semestre 2016. Parmi ces thèmes, devrait également figurer la proposition de réforme des ressources propres de l'UE. Il peut justement s'agir d'une question où la société civile organisée représentée par le CESE peut jouer un rôle important.



Groupe de haut niveau sur les ressources propres de l'UE

En 2014 a été créé un groupe de haut niveau présidé par M. Mario Monti, dont la mission est de préparer la réforme des ressources propres de l'UE². La situation actuelle des ressources propres est opaque et complexe. En outre, un nombre croissant d'États membres bénéficie de corrections et de rabais, ce qui vient confirmer l'inégalité de la charge liée au financement du budget de l'UE par les États les plus riches. La part du revenu national brut, qui représente la plus grande partie du budget de l'UE, n'est pas, par nature, une ressource propre, mais une contribution provenant des budgets de chacun des États membres³. En outre, cette part ne cesse d'augmenter. Il est donc indispensable d'instaurer une coopération portant sur les objectifs suivants: simplifier le système des contributions et des paiements pour les États membres, concevoir un nouveau système de ressources propres et réformer le régime des corrections.

Le nouveau système de ressources propres devrait remplir les critères suivants: l'égalité et la justice, l'efficacité, la stabilité, la transparence et la simplicité, la responsabilité et la discipline budgétaire, l'accent mis sur la valeur ajoutée européenne, la subsidiarité et la souveraineté fiscale et la limitation des coûts de transaction politiques.

Propositions de nouvelles ressources propres

Selon les informations dont l'on dispose, trois solutions principales sont débattues, à savoir la taxe sur la valeur ajoutée, la taxe sur les transactions financières et la taxe environnementale. Dans ses avis, le CESE a traité sous une forme ou une autre de chacune de ces possibilités.

Personnellement, j'estime que l'UE a besoin d'un système de ressources propres tel qu'il contribue à concilier la protection de l'environnement et le soutien à la croissance économique et à l'emploi, ce qui n'est pas une tâche aisée. En témoignent les graves problèmes que rencontrent

les secteurs industriels à forte intensité énergétique dans un contexte où l'on n'a pas réussi par ailleurs à atteindre les objectifs en matière de taux d'emploi. Pour instaurer un nouveau système, une solution possible est la taxe carbone, qui présenterait les caractéristiques d'une taxe environnementale⁴. Elle se fonderait sur la taxation de la consommation finale en fonction des quantités d'énergie consommées et de CO₂ émis au long leur chaîne de production, et ce sans tenir compte du fait que l'ensemble de la chaîne de production, ou une de ses parties, se trouve dans l'UE ou dans un pays tiers. Conformément au principe de neutralité fiscale, les producteurs européens recevraient des compensations sous la forme d'une annulation ou d'une réduction de certaines redevances et taxes, et en premier lieu des charges fiscales qui pèsent sur le travail. L'introduction de la nouvelle taxe carbone pourrait permettre aux entreprises européennes de bénéficier d'une concurrence plus loyale vis-à-vis de leurs rivaux non européens. Par ailleurs, l'instauration d'une telle taxe devrait augmenter le prix relatif des produits qui pèsent davantage sur l'environnement et réduire celui des produits respectueux de l'environnement⁵.

Une chance pour le CESE et la présidence slovaque du Conseil de l'UE

C'est au cours de la présidence slovaque de l'UE que le groupe de haut niveau de M. Monti doit présenter son rapport final dans lequel il proposera une réforme des ressources propres de l'UE et fera état des atouts et des faiblesses de chacune des différentes possibilités. Ce sera une tâche importante, et aussi une chance, pour le CESE que d'organiser le débat à ce sujet, aussi bien à l'échelon européen qu'à celui des États membres. Il conviendra de trouver une solution consensuelle telle que tous les groupes d'intérêts se l'approprient, qu'il s'agisse des employeurs, des travailleurs ou d'autres intérêts, mais aussi des groupes politiques du Parlement européen ou encore de tous les États membres; à coup sûr, il ne s'agira pas là d'une tâche facile.

Viliam Páleník (AAM)

¹ Pour davantage d'informations, voir: http://www.mzv.sk/web/en/slovak_presidency_in_the_council_of_the_european_union (en anglais).

² Pour davantage d'informations, voir: http://ec.europa.eu/budget/library/biblio/documents/multiannual_framework/HLGOR_1stassessment2014final_en.pdf (en anglais).

³ Grâce à une modification appropriée des ressources propres, l'article 201 des traités de Rome pourrait commencer à être effectivement appliqué dans la mesure où le budget de l'UE est toujours, dans une large mesure, alimenté par les contributions des États membres.

⁴ Pour davantage d'informations, voir: <http://ekonom.sav.sk/sk/publikacie/-p316> (en anglais).

⁵ Pour davantage d'informations, voir: <http://www.eesc.europa.eu/?i=portal.fr.publications&itemCode=38639> (en anglais).

Étiquetage énergétique: la Commission européenne introduit de nouveaux changements

Le système d'étiquetage des produits énergétiques est en cours de modification. Moins de cinq ans après la dernière directive 2010/30/UE, la Commission européenne a présenté une nouvelle proposition législative visant à coordonner les dispositions du paquet «Union de l'énergie» et à remédier aux évidentes limites de la réglementation actuellement en vigueur.

La proposition COM(2015) 341 final du 15 juillet 2015 se distingue avant tout par le recours à l'instrument du règlement en lieu et place de la directive, afin de garantir une mise en œuvre systématique et uniforme au niveau européen.

Elle prévoit également la suppression des classes A+ à A+++ , créées il y a juste cinq ans de cela, auxquelles appartiennent déjà la totalité des modèles pour certaines catégories de produits, et qui surtout se sont révélées peu claires pour les consommateurs, qu'elles dissuaderaient d'acheter des produits plus efficaces du point de vue énergétique.

C'est pourquoi il est proposé de revenir à l'ancienne échelle de A à G, accompagnée d'une échelle de couleurs allant du rouge au vert, pour indiquer quels produits consomment plus ou moins d'énergie. Les produits déjà sur le marché devront faire l'objet d'un «reclassement» dans un délai de six mois.

Le règlement prévoit aussi la création d'une base de données européenne visant à faciliter l'activité de surveillance du marché et l'établissement d'un forum européen permettant d'associer systématiquement les parties prenantes, même lorsque la Commission est habilitée à adopter des actes délégués.

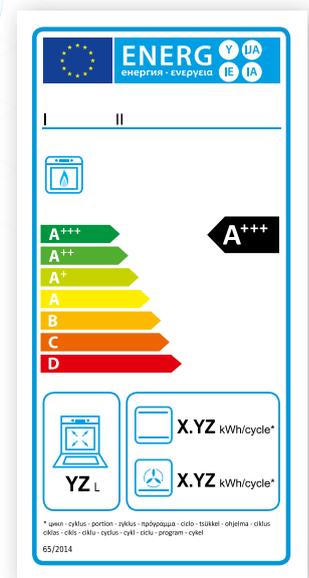
Néanmoins, la proposition semble passer à côté de certains aspects essentiels d'un point de vue juridique ainsi que sur le plan du commerce et du développement technologique, mais aussi ne pas prendre en compte des problèmes sociaux transversaux tels que la «pauvreté énergétique», qui en Europe touche un citoyen sur dix. En effet, il n'existe pas de mesures ad hoc en matière d'étiquetage et de suivi pour le commerce en ligne et les produits énergétiques régénérés (dont l'utilisation est encouragée par le modèle de l'économie circulaire); il n'existe pas non plus de stratégie commune pour garantir la subsidiarité et ainsi faire en sorte que les catégories sociales les plus faibles aient aussi accès aux produits énergétiques les plus efficaces et, enfin, le système de sanctions a été placé sous la responsabilité des gouvernements nationaux au lieu d'être réglementé au niveau européen, ce qui est contraire à la logique du règlement.

Enfin, le fait que la proposition COM(2015) 341 final soit la première à être examinée après la présentation du nouveau paquet Énergie n'a fait qu'accroître les attentes et les tensions entre le Conseil, la Commission et le Parlement sur un sujet initialement considéré comme étant purement technique.

Antonio Polica (AAM)



© Shutterstock: Macrovector



© Shutterstock: ppart

Il est proposé de supprimer les classes A+ à A+++ et de revenir à l'ancienne échelle de A à G, accompagnée d'une échelle de couleurs allant du rouge au vert.

DE LA POLITIQUE AGRICOLE À LA POLITIQUE ALIMENTAIRE – VERS UNE PRODUCTION ET UNE CONSOMMATION SAINES ET DURABLES

21 avril 2016, La Haye

Du champ à l'assiette — travailler ensemble pour une bonne alimentation.

Agriculteurs, consommateurs, universitaires et décideurs politiques figuraient dans le large éventail des participants à la manifestation consacrée à l'avenir de la production et de la consommation alimentaires, qui s'est tenue à La Haye (Pays-Bas), à l'initiative du groupe III «Activités diverses» du Comité économique et social européen.

Une politique alimentaire durable comporte de nombreux aspects: préserver les moyens de subsistance des agriculteurs et des travailleurs du secteur, promouvoir une alimentation saine, surtout auprès des enfants, protéger l'environnement et dans le même temps garantir un approvisionnement d'aliments de bonne qualité à des prix abordables.

Le groupe «Activités diverses» du CESE a souhaité réunir la palette la plus large possible d'acteurs afin d'élaborer des recommandations pour la présidence du Conseil de l'UE.

Dans son introduction, Luca Jahier, président du groupe, a souligné l'absence d'une approche globale de l'Union en matière d'alimentation durable. Il a précisé que «dans le monde, quelque 800 millions de personnes souffrent de la faim de manière chronique tandis que plus de deux milliards de personnes endurent la malnutrition. Néanmoins, chaque année, 1,3 milliard de tonnes de denrées alimentaires destinées à la consommation humaine sont scandaleusement gaspillées ou perdues tout au long de la chaîne d'approvisionnement alimentaire. M. Jahier a clamé: «Un changement est nécessaire, un changement est souhaité et un changement est possible».

La manifestation s'est appuyée en partie sur une étude récente du Conseil scientifique néerlandais pour la politique gouvernementale intitulée «*Naar een voedselbeleid*» (Vers une politique alimentaire), qui invite à investir dans un système d'alimentation résilient.

Josta de Hoog, coauteure de l'étude, a, lors de la conférence, insisté sur le fait que la production et la consommation sont interdépendantes, et plaidé pour que la production agricole, la durabilité écologique et la santé soient placées au cœur d'une politique alimentaire globale. Aldrik Gierveld, représentant du ministère néerlandais des affaires économiques, a souligné l'engagement du gouvernement à inscrire ce point au

rang des priorités européennes dans le cadre de la présidence néerlandaise du Conseil de l'UE. Le troisième orateur, l'ancien commissaire Franz Fischler, a mis l'accent sur l'importance des recherches interdisciplinaires innovantes pour transformer le système alimentaire.

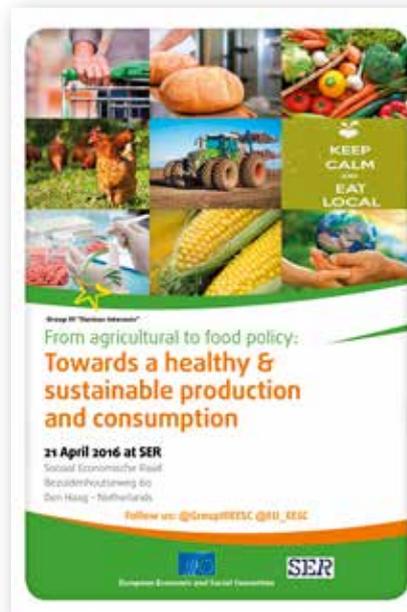
Les intervenants ont ensuite profité du temps restant pour discuter avec la centaine de participants du contenu idéal d'une politique alimentaire globale, ainsi que de la manière dont elle pourrait être mise en œuvre par les autorités, en coopération avec l'ensemble des acteurs de la chaîne alimentaire. Les différents ateliers ont été animés par des représentants des trois grandes organisations européennes concernées par le processus, à savoir le Copa-Cogeca, le BEUC et le BEE, et incluaient des intervenants qui ont abordé la question sous des angles très différents.

Par exemple, les écologistes et les nutritionnistes se sont concentrés sur la nécessité d'inciter les gens à manger moins de viande et de produits laitiers. Les agriculteurs et les experts en aménagement du territoire ont fait valoir qu'il conviendrait d'accroître l'efficacité de la production existante, tout en garantissant l'utilisation de méthodes durables au sein de l'UE et dans les échanges commerciaux avec les pays en voie de développement.

À la fin de la conférence, Luca Jahier a conclu que la nécessité d'une politique alimentaire globale se faisait largement sentir, malgré les différences constatées dans les approches proposées par les

participants. Le président du groupe III a soutenu que les décideurs politiques devaient rapidement commencer à travailler sur ce changement de paradigme, en coopération avec les parties prenantes concernées.

Les recommandations adoptées à l'issue de la manifestation couvrent de nombreux aspects et plaident en faveur d'une agriculture plus durable, en vue de ralentir le changement climatique et de protéger les ressources naturelles. Elles portent sur la santé publique, l'éducation et la sensibilisation,





© Shutterstock

la recherche et l'innovation, les chaînes d'approvisionnement et la sécurité alimentaire. Les délégués ont conclu que «la production et la consommation d'aliments sains et durables devraient constituer une option facile et abordable, à la fois pour les producteurs et les consommateurs».

Créer un groupe international sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle marquerait clairement un premier pas vers une coopération plus étroite et une approche interdisciplinaire en matière d'élaboration des politiques. La Commission européenne pourrait également adopter une stratégie plus cohérente en mettant en place une task-force interservices en vue de développer une politique alimentaire européenne.

Les recommandations incluent des exemples de bonnes pratiques. La ville néerlandaise d'Ede, par exemple, a établi, avec des partenaires au rang desquels se trouvent l'hôpital local, des entreprises et des écoles, un programme de manifestations et de projets stimulants, en rapport avec l'alimentation, et aux contenus variés allant de la science au divertissement. Toujours aux Pays-Bas, une campagne pour la pratique du «flexitarisme» encourage les citoyens à diversifier leur alimentation et à consommer moins de viande.

Les recommandations, adressées à toutes les institutions de l'UE, sont également destinées à alimenter les débats menés lors de la réunion informelle des ministres de l'agriculture de l'UE, organisée par la présidence néerlandaise du Conseil de l'UE, en mai 2016, afin de discuter de l'avenir de l'alimentation et de la politique agricole commune après 2020. La présidence a déjà demandé au CESE d'élaborer un avis exploratoire sur le thème «Des systèmes alimentaires plus durables». Mindaugas Maciulevičius, membre du groupe III, en est le rapporteur. Le groupe III souhaite que le CESE continue à promouvoir le développement d'une politique alimentaire globale dans les années à venir.

Secrétariat du Groupe «Activités diverses»

Un changement est nécessaire,
un changement est souhaité et
un changement est possible.

Time will change: Living colours and Biobased collection



La première exposition organisée dans le cadre de la présidence néerlandaise de l'UE a été ouverte au public du 16 mars au 15 avril.

Le CESE a été très honoré de pouvoir accueillir cette manifestation, car tant la créativité des jeunes que les initiatives en faveur d'un avenir durable revêtent de l'importance pour l'Europe.

Les jeunes étudiants prometteurs de l'Académie Sint Joost d'art et de design et du Centre d'expertise pour la bioéconomie (CoE-BBE) ont contribué ensemble à cette exposition, dans laquelle ils ont présenté leurs idées innovantes sur l'utilisation de biomatériaux et en matière de conception reflétant le passage du temps.

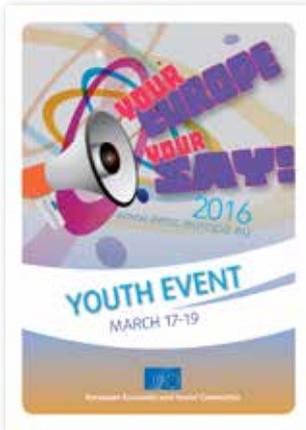


Living colours («Couleurs vivantes») révèle les **possibilités d'aménagement intérieur durable grâce à une utilisation créative des propriétés chimiques naturelles des teintures pour textiles**. Les artistes ont fait un usage intelligent des qualités techniques et chimiques de couleurs naturelles à base de végétaux pour créer des tapis et des rideaux qui perdent lentement leurs couleurs en laissant apparaître des motifs. Le recours, pour des objets de décoration intérieure, à des colorants naturels et des couleurs textiles qui s'estompent et changent en fonction de l'usure contribue au dynamisme des intérieurs qui évoluent vraiment avec le temps.

La *Biobased collection* («Collection bio») est un exemple de la manière dont les biomatériaux peuvent être présentés de manière plus compréhensible et plus attrayante pour les utilisateurs. Des objets d'usage quotidien tels que les tasses jetables et les boîtes à œufs, produits à partir de matériaux inhabituels mais durables, montrent qu'un futur plus respectueux de l'environnement est possible.

Merve Güngör (VIP)

Édition 2016 du débat des lycéens «Votre Europe, votre avis»



«Votre Europe, votre avis» est une manifestation pour la jeunesse organisée par le CESE depuis 2010, dont l'objectif est de rassembler des élèves de toute l'Europe afin qu'ils puissent travailler sur des sujets qui touchent les jeunes Européens et proposer des solutions. Au cours de cette manifestation de deux jours, les jeunes ont la possibilité de rencontrer d'autres jeunes issus de divers pays européens, de mener des débats dans un environnement multinational et d'acquérir une expérience directe de la participation à une session plénière.

Tous les ans, des écoles secondaires de toute l'Europe s'inscrivent pour être sélectionnées par tirage au sort. Trois élèves et un enseignant de chaque école choisie sont invités à Bruxelles pour assister aux ateliers et formuler des propositions. Cette année, pour la première fois, des écoles de cinq pays candidats à l'adhésion (Albanie, ancienne République yougoslave de Macédoine, Serbie, Monténégro et Turquie) ont participé à la sélection. 33 écoles ont été choisies parmi 400 candidatures et 99 élèves ont ainsi pu faire part de leurs points de vue sur le thème de cette année, à savoir l'intégration des migrants et des réfugiés dans nos sociétés.

Le premier jour de «Votre Europe, votre avis», après avoir participé à quelques jeux destinés à briser la glace, parlé de leurs racines dans différentes régions d'Europe et appris à se connaître, les jeunes se sont répartis en groupes de travail en fonction de l'aspect du sujet qui les intéressait, et ont entamé une série d'ateliers et de séances de propositions.

Le deuxième jour, M. Gonçalo Lobo Xavier, vice-président du CESE, a présenté le jeu «R EU Ready», un outil éducatif sur l'UE et le rôle du CESE. Une partie du jeu consiste à faire campagne pour des politiques et influencer d'autres collègues. Il se trouve à l'adresse <http://www.eesc.europa.eu/?i=portal.en.r-eu-ready>.



Lors de la dernière session plénière, les élèves ont présenté leurs propositions, posé des questions de clarification et débattu avec différents groupes avant de voter pour choisir, parmi dix propositions, les trois meilleures. Le processus démocratique auquel ils ont pris part était une belle expression de la diversité européenne, de la démocratie et du respect, et l'engagement de ces jeunes était enthousiasmant.

Avant qu'ils ne viennent à Bruxelles, pour se préparer à la session plénière, les élèves ont reçu dans leur école la visite d'un conseiller du CESE, qui leur a également présenté le CESE, ses activités et sa place dans le système institutionnel de l'UE. Les enseignants ont remercié les membres du CESE pour les débats fructueux et stimulants engagés grâce à leurs visites.



Les trois propositions formulées par les délégations d'élèves qui ont obtenu le plus grand nombre de voix cette année sont les suivantes:

- 1. Médias et migrants – réformer les médias sur la base d'investissements de l'UE:** suggestions visant à imposer des lignes directrices plus strictes pour les reportages en lien avec les migrants, et autres mesures de sensibilisation et de réduction des discriminations.
- 2. Révision de l'accord de Dublin:** centres de crise («hotspots»), traitement plus rapide des demandes d'asile, et formation linguistique et culturelle avant de répartir les réfugiés dans les différents États membres de l'UE.
- 3. Plan en matière d'éducation – absence d'évaluation dans un premier temps, échanges culturels, adaptation à son propre rythme:** assurer l'intégration en douceur des réfugiés dans le système éducatif et reconnaître l'importance de l'éducation pour l'intégration.

Les propositions ont été présentées au groupe d'étude permanent «Immigration et intégration» (IMI) en avril 2016, lors du Forum européen sur la migration. De plus amples informations sur «Votre Europe, votre avis» sont disponibles à l'adresse <http://www.eesc.europa.eu/?i=portal.fr.events-and-activities-your-europe-your-say-2016> et sur la page Facebook: <https://www.facebook.com/youreuropeyoursay/>.

Merve Güngör (VIP)

Note de satisfaction sur le «socle européen des droits sociaux»

Le 9 septembre 2015, M. Jean-Claude Juncker, président de la Commission européenne, annonçait, dans son discours sur l'état de l'Union: «(...) je souhaite développer un socle européen des droits sociaux qui tienne compte de l'évolution (...) du monde du travail. Et qui puisse servir de boussole pour le retour à la convergence dans la zone euro». Ce socle européen des droits sociaux présente un intérêt primordial pour le groupe des travailleurs.

Le groupe II salue le lancement d'une consultation publique sur le socle social. Les objectifs déclarés de cette consultation comprennent une évaluation de l'acquis social actuel de l'UE (la réglementation sociale actuellement en vigueur dans l'ordre juridique de l'UE), une réflexion sur les dernières évolutions des modes de travail et des sociétés, et un débat général sur le socle européen des droits sociaux proprement dit. Ce débat devrait porter notamment sur des aspects tels que le champ d'application et le contenu dudit socle, ainsi que son rôle en tant qu'élément de l'UEM, les principes spécifiques proposés et les défis potentiels.

Le Comité économique et social européen a également été directement convié à prendre part à cette réflexion et répondra par la création du groupe d'étude chargé de réagir aux travaux de la Commission. Le groupe II jouera un rôle actif au sein du groupe d'étude. Dans les faits, Mme Gabriele Bischoff, présidente du groupe II, sera corapporteuse, aux côtés des présidents des groupes I et III.

Comme l'engagement des trois présidents de groupe le montre clairement, cet avis ira au-delà de l'habituel processus des groupes d'étude. Chacun s'accorde à reconnaître d'une part que le socle social est extrêmement important mais également qu'il va au-delà du champ d'action d'une seule section. C'est la raison pour laquelle notre intention est d'intégrer les points de vue et opinions d'une série d'acteurs issus de divers horizons dans les États membres de l'UE. Mme Bischoff a annoncé, lors de la réunion du groupe du 27 avril, que 28 débats nationaux seraient lancés et menés par des membres du CESE. Le retour d'information sur ces débats sera ensuite utilisé lors de l'élaboration de l'avis.

Dans ses priorités pour 2016-2017, le groupe des travailleurs a intégré une forte dimension sociale et une réglementation de qualité en matière de progrès social. Il a également accordé la priorité à une UEM efficace pour les citoyens. Il n'est dès lors pas surprenant que les membres du groupe des travailleurs tiennent tellement à ce que des progrès soient réalisés dans le socle européen des droits sociaux, notamment à la lumière des espoirs de compléter les efforts visant à approfondir l'UEM tout en modernisant, en élargissant et en approfondissant les droits sociaux.

Le calendrier actuel prévoit que l'avis sur ce thème soit présenté à la réunion de section du 27 septembre 2016 et à la session plénière des 19 et 20 octobre 2016.

Gabrielle Bergen (Groupe II)

Relancer les investissements dans l'Union

Le commissaire Hill débat de solutions avec le CESE

Le 14 avril 2016, la section ECO du CESE a tenu une réunion au cours de laquelle M. Jonathan Hill, le commissaire européen chargé de la stabilité financière, des services financiers et de l'union des marchés de capitaux, a donné un aperçu des initiatives en cours et à venir dans les domaines de l'union des marchés des capitaux (UMC) et de l'union bancaire. M. Hill a souligné que l'une des priorités majeures de la Commission était de relancer les investissements. Pour atteindre cet objectif, l'approfondissement des marchés de capitaux et le renforcement de l'union bancaire sont nécessaires. Le commissaire européen a également mis en avant la nécessité de trouver d'autres sources de financement: les petites et moyennes entreprises (PME) européennes sont en effet quatre fois plus dépendantes des banques que leurs homologues américaines. Pour remédier à cette situation, la proposition de révision de la directive «Prospectus» devrait permettre de lever plus facilement des fonds sur les marchés des capitaux.



Au cours de la discussion générale qui a suivi avec le commissaire, les membres du CESE ont posé des questions sur le rôle de la politique monétaire, le délai imparti pour atteindre les résultats souhaités de l'UMC et les différentes perspectives qui s'ouvrent pour les grandes et les petites entreprises en ce qui concerne l'accès aux sources de financement. Les autres points soulevés concernaient notamment la chute spectaculaire de la demande, le manque de confiance des investisseurs, les effets négatifs de l'austérité, et la faiblesse globale de l'architecture de l'Union économique et monétaire. M. Hill a par ailleurs été invité à donner son point de vue sur le prochain référendum concernant le maintien du Royaume-Uni dans l'UE.

Dans sa réponse, le commissaire a souligné que le principal défi auquel l'UE était confrontée était le manque de croissance et que la réglementation devrait s'attacher à la stimuler. Il a également insisté sur la nécessité absolue de créer un environnement qui renforce la confiance de manière à ce que les investissements recommencent à affluer. C'est la raison pour laquelle la régulation des marchés financiers est essentielle, car elle établit un cadre solide pour garantir la transparence des marchés et la protection des consommateurs. En ce qui concerne la question urgente de l'accès au financement pour les PME, il a affirmé que différentes initiatives ciblant les investissements providentiels, le capital-risque, le financement participatif et l'introduction en bourse des PME devraient améliorer la situation difficile de ces dernières. Enfin, le commissaire a réitéré qu'il conviendrait de s'inspirer des bonnes pratiques et il a appelé de ses vœux des réformes structurelles dans les États membres afin de contribuer à sortir de la crise.

Concernant le référendum britannique relatif au maintien de ce pays dans l'UE, le commissaire Hill a expliqué que les conséquences d'un vote négatif seraient énormes pour le secteur des services financiers au Royaume-Uni, l'UE étant son principal marché d'exportation. Il a précisé que Londres était considérée comme ayant le secteur des services financiers le plus compétitif à l'échelle mondiale, ce qui signifie que la réglementation européenne ne peut pas être trop rigoureuse ou préjudiciable pour le Royaume-Uni. En conclusion, il a affirmé que le processus de sortie de l'UE serait long, difficile et incertain pour le Royaume-Uni, et que la sortie constituerait un obstacle majeur aux investissements.

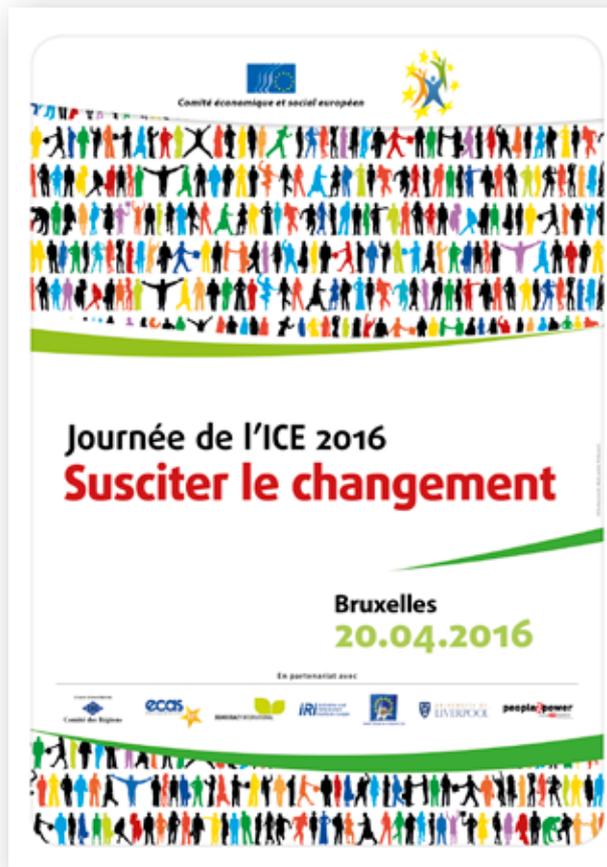
Sylwia Zdziech (ECO)

Journée de l'initiative citoyenne européenne

Mot d'ordre: société civile Actions: l'unité CSS a été engagée dernièrement sur deux fronts importants: la *Journée de l'initiative citoyenne européenne* et les *Journées de la société civile*.

Seule la première de ces deux manifestations a déjà eu lieu, tandis que la seconde en est encore au stade des préparatifs.

S'il est difficile de prévoir le déroulement des Journées de la société civile, dont le programme de cette année s'étale sur deux jours et porte sur le thème des migrants, nous pouvons en revanche être beaucoup plus diserts sur la journée de l'initiative citoyenne européenne. Les esprits se sont à plusieurs reprises échauffés, notamment en ce qui concerne la décision de la Commission de ne pas modifier le règlement (UE) n° 211/2011, celui relatif à la mise en œuvre de l'initiative citoyenne européenne (ICE) en vertu de l'article 11 du TUE et 24 du TFUE. L'absence du vice-président de la Commission européenne, Frans Timmermans, a constitué un *casus belli* symptomatique d'une certaine tension entre les participants et les institutions, en suscitant déception et frustration parmi les personnes présentes, qui reprochaient déjà aux institutions un manque de soutien politique. Si certaines rumeurs de dernière minute évoquent la possibilité d'une ébauche de réexamen du règlement d'ici à la fin de 2017, il s'agit toujours de bruits de couloir, qui attendent confirmation. Les citoyens et les organisateurs d'ICE demandent un assouplissement des procédures nécessaires à l'organisation et à la préparation d'une ICE, encore trop engoncées dans des règles qui ne tiennent pas compte du déroulement pratique de ces initiatives. C'est donc un carton rouge qui a été brandi lors de cette journée de conférences et d'ateliers qui a même donné lieu à un vote au cours duquel les participants ont pu exprimer leur soutien ou leur désillusion à l'égard de l'initiative. **Que demandent les membres de la société civile organisée? Une Europe meilleure, plus ouverte et plus transparente, où les centres de pouvoir œuvrent eux aussi dans la même direction et acceptent d'ouvrir leurs portes à la participation de la population.** L'impression sur laquelle certains organisateurs d'ICE ont mis l'accent, est que la Commission ne semble pas réellement intéressée à un changement, parfois aussi par crainte d'une mauvaise gestion de l'instrument lui-même. Il est donc évident qu'il n'existe pas encore de convergence de vues sur la question, mais le Comité économique et social européen se doit de soutenir les citoyens dans cette bataille.



Le cas des Journées de la société civile est différent, tout au moins sur le plan des intentions. Cette manifestation aujourd'hui bien établie a pour vocation de réunir les différentes sections du Comité et les membres du Groupe de liaison, qui représente la société civile organisée au niveau européen. On y parlera des migrations et de la manière dont l'Europe peut s'organiser sur le long terme sans renoncer à l'attitude d'ouverture qui la caractérise tout en veillant à préserver sa propre sécurité. La prise de parole sera de nouveau l'arme à la disposition des participants qui la dégaineront pendant les différentes tables rondes organisées soit par les sections du Comité (REX, SOC), soit par des organisations extérieures (ECAS, CEV, FEJ, AEDH et Solidar). Différentes seront aussi les personnalités de premier plan du secteur, depuis Conny Reuter, président du Groupe de liaison et de SOLIDAR, jusqu'à Cécile Kyenge, rapporteure sur la situation des migrants au Parlement européen. D'autres députés européens seront également présents dans les différents ateliers.

La manifestation se déroulera selon trois axes: le rapport entre sécurité et liberté, les différents moyens d'inclusion et d'intégration, et les réponses possibles à la crise. Vu son actualité et l'incertitude qui caractérise ses développements futurs, la question abordée par l'édition de cette année est particulièrement sensible et nous espérons que la participation sera nombreuse.

Il est encore difficile de parler de citoyenneté européenne. Trop peu de personnes connaissent le fonctionnement et les modalités de participation à la vie des institutions. Notre mission consiste à diffuser ces connaissances grâce à des campagnes d'information et de sensibilisation au sein des États membres, mais, dans le même temps, nous ne pouvons nous dispenser de lutter, au sein des institutions, pour assurer aux citoyens une place et un traitement équitables de la part des détenteurs de pouvoir. La route est encore longue, mais en recourant à des instruments tels que l'initiative citoyenne européenne, le déficit démocratique peut être considérablement réduit. Nos pères fondateurs y ont cru, nous devons y croire nous aussi.

Silvia Giacon (CSS)

ZOOM SUR L'AAM – IMMERSION AU CŒUR DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Au CESE comme ailleurs, on a des réflexions existentielles sur les attentats, l'avenir de l'Europe, l'immigration, on a des motifs de réjouissances aussi, comme l'assemblée générale AAM qui a rassemblé beaucoup de monde. L'association s'efforce de sensibiliser l'opinion, de promouvoir le Comité et ses activités institutionnelles, ainsi que de renforcer les liens entre ces deux entités. Le ton est donné.

Précédée par le Bureau, c'est à 11 heures le 11 avril 2016 que débute l'assemblée générale dans la salle Civitas. Le bureau siège face au perchoir. Le décor est habituel si ce n'est que, beaucoup de nouvelles têtes fraîchement inscrites apparaissent. Les premiers participants arrivent au CESE peu avant 9 heures et les deux heures qui suivent voient le nombre de participants augmenter à près de 80. Un exploit si l'on pense aux difficultés de transport que subit injustement Bruxelles.

Roger Briesch, ancien président du CESE et actuel président de l'AAM, avec sa bienveillance, souhaite la bienvenue aux nouveaux adhérents, fait adopter l'ordre du jour et saisit l'occasion pour faire une minute de silence en hommage aux membres disparus.

PAS QUESTION DE TONDRE LA BANQUISE

Puis les choses qui sont supposées fâcher prennent possession de la salle avec l'annonce des résultats de 2015, les prévisions financières pour 2016, le dévoilement de projets, l'augmentation des cotisations. La séance de questions débute. Les esprits s'animent et la curiosité des nouveaux inscrits s'éveille.



La perspective du renouvellement du bureau actuel prend le relais et se voit entérinée une année supplémentaire. La discussion s'enchaîne immédiatement sur la future composition du Bureau. Les points de vue divergent entre le mode actuel et l'ancien qui plébiscitait la nationalité limitée. Ces quelques échanges mouvementés incitent deux camps à se former instinctivement pour aborder la féminisation au sein du bureau. Hic labor est!



Le Bureau et le Greffe, forts de leur présence, exorcisent le tout. Une prochaine étude orchestrée par le Bureau actuel doit être livrée. Les points à l'ordre du jour sont allégrement votés par l'assemblée.

Reste le dernier point, la petite cerise sur le gâteau. Lorsque le voyage d'Oxford en septembre est abordé par le Président, c'est la surprise. Sous des allures de Brexit, le ton est donné et l'humour britannique fait mouche avec le référendum du 23 juin qui pourrait avoir raison de cette expédition. Toutes les nationalités vont bon train dans les rires puis écoutent les organisateurs britanniques égrener soucieusement les détails du séjour articulé sur l'éducation.

DES GAZOUILLIS DE TOUTES LES COULEURS

Les anciens membres saisissent l'occasion pour remercier très chaleureusement Nikos Alexopoulos et Georges Dassis qui leur ont fait l'amitié de les convier à une pause-déjeuner. Diverses conversations et affinités naissent avec les tout nouveaux inscrits.



LES TROIS GROUPES EN ACTION

Les participants reprennent les travaux. Nicolas Alexopoulos, représente le Président Dassis empêché à l'étranger. Il souhaite la bienvenue et évoque la volonté ferme d'intégrer l'expertise des anciens membres dans les travaux actuels du Comité pour pouvoir faire face aux défis auxquels l'Union européenne est appelée à faire face aujourd'hui. Luis Planas, secrétaire général du CESE, prend ensuite la parole, fait valoir l'importance de l'AAM pour le Comité et assure son soutien ainsi que celui de l'ensemble du secrétariat.



La suite du programme est marquée par les interventions de MM. Luca Jahier, José Antonio Moreno Díaz et Antonello Pezzini. Rien ne leur échappe. Les principaux thèmes d'actualités sont abordés; la migration, les changements climatiques, l'importance des technologies de l'information ou les droits sociaux. La question d'un éventuel Brexit est soulevée et suscite un vif débat. Aux citoyens britanniques de décider, certes, mais tous les membres – actuels comme anciens – insistent sur la nécessité de leur fournir toutes les informations pertinentes pour qu'ils puissent faire leur choix en pleine connaissance de cause. Impossible de donner la parole à tous les anciens membres. L'intérêt est vif, la clarté des visions est là, l'excellence des idées des anciens membres du CESE est un fait. Le Comité peut en tirer parti à l'avenir.



RIDEAU

4 heures de discussions intenses ... Une pause ... Les prémices d'heureux auspices se font sentir au restaurant. Les plats concoctés par la maison du Cygne rendent l'ambiance du traditionnel dîner très conviviale et le succès règne au coin 26 de la Grand-Place près de la statue de 't Serclaes ... le rituel du petit vœu est une évidence ... Mademoiselle Bruxelles, tu nous reverras en nombre l'année prochaine.

Maria Cossu (Greffe). Natália Schneiderová a contribué à cet article.



STIMULER LA CROISSANCE ET L'EMPLOI A TRAVERS L'AMELIORATION DES TIC

L'une des priorités à long terme de l'UE est l'utilisation accrue de l'internet, aussi bien dans les entreprises que dans la vie de tous les jours. À l'occasion de la conférence «Améliorer les infrastructures informatiques et le haut débit pour relancer la croissance et l'emploi» organisée par le CESE à Palerme à la fin de la présidence italienne, des experts ont débattu des perspectives de développement de l'internet et du soutien nécessaire à cet effet. La Sicile a été choisie comme lieu de conférence probablement en raison de l'importance de l'Internet lorsqu'il s'agit de faciliter les contacts entre les îles et le continent, importance soulignée par de nombreux intervenants. Les problèmes de connexion sur le lieu-même de la manifestation ont eux aussi démontré la nécessité d'améliorer l'accès à l'internet.

L'internet est important tant pour les citoyens dans leur vie quotidienne, car il leur évite la solitude et améliore l'accessibilité des services et des biens, que pour les entreprises, puisqu'il réduit les coûts de communication et élargit l'accès des clients et des partenaires. Malheureusement, l'internet n'est toujours pas accessible, pour des raisons techniques, dans de nombreuses régions situées en dehors des grandes villes. Par ailleurs, lorsque l'accès est techniquement possible, il est souvent trop onéreux, et dans certains pays le prix de l'utilisation mensuelle dépasse de 5 % le salaire moyen net. Les Fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020 permettent de concentrer les investissements sur quatre priorités fondamentales, dont les TIC (objectif thématique n°2). Aucun pays ne devrait laisser passer cette occasion de renforcer son engagement en faveur des objectifs de la stratégie numérique. L'une des possibilités est le développement de réseaux à haut débit très rapides, qui a eu un grand impact sur différentes régions, notamment en Campanie et en Calabre (Italie). La contribution des Fonds structurels couvre partiellement les risques des projets de l'initiative «Communautés connectées», en fournissant une assistance technique aux communautés locales qui ont du mal à attirer les investissements.



Il est prévu que, dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie numérique, quelque 100 000 nouveaux emplois soient créés par an dans l'UE dans le domaine des TIC, que le développement du tourisme soit promu, et que le commerce transfrontière soit développé. Grâce à l'internet et aux sites de réservation d'hébergement, même les petites auberges deviennent accessibles à des millions de visiteurs potentiels. De même, les petits producteurs, par exemple un petit fabricant de glaces aux fruits de Naples, peuvent entrer en contact avec des acheteurs potentiels au-delà des frontières, même au Japon. Également dans le domaine social

l'internet peut aider les citoyens, il permet notamment aux habitants de régions reculées d'avoir un avis médical immédiat. Et, bien entendu, cela fait déjà un certain temps qu'il est possible de suivre un enseignement à distance.

Il est de notre devoir de soutenir la numérisation, en particulier dans les zones rurales, tant sur le plan technique que financier, en expliquant aux citoyens comment ils peuvent participer à l'élargissement de l'accès aux services en ligne et en veillant à ce que le soutien financier de l'Union soit utilisé de façon rationnelle pour assurer l'accès à l'internet. Il est à espérer que les commissaires européens Andrus Ansip, vice-président chargé du marché numérique unique, et Jyrki Katainen, vice-président chargé de l'emploi, de la croissance de l'investissement et de la compétitivité, seront en mesure de mener à bien le

développement numérique conformément aux intérêts des utilisateurs et de ne pas céder à la pression exercée par le secteur de la communication, en matière de modernisation de la numérisation, sur la limitation de la concurrence et l'augmentation des coûts des services.

Henriks Danusēvičs (AAM)

L'une des priorités à long terme de l'UE est l'utilisation accrue de l'internet.

Découvrir le Sud-Ouest de la France



Lorsque mon mandat s'est achevé, en septembre 2015, je me suis posée cette question à laquelle beaucoup d'anciens membres ont eu à répondre avant moi: «Y a-t-il une vie après le Comité?». Après 9 années d'engagement européen, de rencontres avec des membres dont on découvre l'expérience et la personnalité dans les groupes d'étude, de discussions sur des thèmes dont on ignorait jusque-là l'existence... une telle expérience vous marque profondément, et on se demande réellement comment rebondir.

Le Comité est une instance exceptionnelle, la diversité des expériences et des cultures des membres, leurs personnalités souvent très fortes – ce n'est pas par hasard que leurs organisations les ont désigné pour les représenter au niveau européen, c'est parce qu'ils et elles sont connus pour leur franc-parler, leurs analyses, leurs convictions, leur capacité à défendre leurs idées, à en accepter de nouvelles. Puis la vie au Comité nous change, elle nous apporte une grande ouverture sur le monde, l'esprit de tolérance, la capacité d'écoute nécessaires pour bâtir des compromis.

Comment continuer à vivre après? Bien sûr en restant au service de son organisation, en mettant l'expérience acquise au service de la défense de l'idéal européen, en faisant chaque jour du «going local» dans les écoles, les associations, les universités.

Pour ma part, je fais ça, mais j'ai décidé de faire plus: je veux accueillir des Européens pour leur faire découvrir cette région de France où je vis et que j'aime, qui possède un patrimoine culturel unique, hérité de la guerre de Cent Ans que les rois et ducs de France et d'Angleterre se sont livrés de 1337 à 1453, qui a ici laissé beaucoup de traces, hérité aussi du pèlerinage à Saint-Jacques de Compostelle.



Ma maison est sur le chemin de Saint-Jacques, qui après avoir vu défile des pèlerins pendant tout le Moyen-Âge, voit maintenant des marcheurs et randonneurs passer chaque matin d'avril à novembre. Les marcheurs d'aujourd'hui ne viennent plus seulement d'Europe, il y a des Canadiens, des Australiens, des Américains...

Aussi, cette maison est maintenant sur Airbnb et j'invite tous les anciens membres à venir m'y retrouver, je leur réserve un accueil enthousiaste et une visite guidée des merveilles architecturales, historiques et gastronomiques de cette région, située au bord de la Garonne, entre Toulouse et Bordeaux, dont Stendhal disait qu'elle était la Toscane française.

Inscrivez-vous, je vous attends. Sur Airbnb, il faut chercher Moissac France, puis la photo de ma maison...

Beatrice Ouin (AAM)

www.airbnb.fr/rooms/11846418

UNE SIMULATION POUR FAIRE CONNAÎTRE LE CESE

Un jeu de rôle à l'intention des écoles et des universités, pour faire connaître le Comité et ses activités

Le but est de faire connaître le CESE, ses activités et son rôle dans la dynamique européenne, tout en diffusant ses principes et ses valeurs. Sur la base de ces objectifs et avec l'appui du groupe des travailleurs est née l'idée de systématiser les nombreuses expériences qu'au cours de mon mandat 2010-2015 j'ai personnellement menées auprès d'écoles et d'universités en qualité de membre du CESE, dans le cadre de l'initiative «Going Local», en concevant un «jeu de rôle» destiné à simuler le processus mis en œuvre au sein du CESE en vue de l'élaboration d'un avis.

De fait, le CESE organise déjà d'importantes manifestations à l'intention des jeunes, telles que «Your Europe, Your Say!» et «Back to School». L'initiative présentée ici n'entend toutefois pas se substituer aux précédentes, mais les compléter. Elle a pour but de promouvoir dans toute la mesure du possible la participation des jeunes, en les impliquant dans l'élaboration d'un avis, mais sans faire de sélection entre eux et en multipliant le nombre de participants. En outre, puisqu'il s'agit d'une activité «Going local», elle comporte d'énormes avantages en termes d'organisation et de coûts. Ce modèle, qui est reproductible dans toutes les universités et écoles de l'UE, se présente sous un format standard mais peut être adapté à des besoins spécifiques.

Reconstituer le processus d'élaboration d'un avis n'est pas chose simple, car les enjeux sont multiples et les obstacles physiques, linguistiques et temporels sont difficilement reproductibles. Toutefois, il est possible d'imaginer, dans l'optique d'un «jeu de rôle», une simulation simplifiée, afin de faire émerger les principales sources de conflit, en «obligeant» les participants à trouver des solutions qui soient profitables à tous.

Chaque étudiant se verra attribuer de manière aléatoire une identité différente, fruit du croisement entre une nationalité et l'appartenance à une organisation, d'où découleront des objectifs spécifiques, souvent opposés à ceux d'autres participants. De plus, tous les étudiants devront adopter la méthode de travail propre au CESE, fondée sur la recherche d'un «**compromis dynamique**».



LA SIMULATION PEUT SE RÉSUMER EN DIX POINTS CLÉS:

Nombre minimal de participants de 20 à 30 personnes. Pour reproduire les conflits typiques du CESE, il est nécessaire de disposer d'un nombre suffisant de personnes, pour représenter les phases clés de l'examen d'un avis, en reproduisant les différences liées à l'appartenance organisationnelle et nationale.

Une simulation en deux étapes. L'idéal serait d'organiser deux rencontres, tenues à des dates différentes, d'une durée de 2 à 3 heures chacune. Cela facilite la compréhension du jeu de rôle et du CESE, ainsi que la rédaction d'un avis plus circonstancié. La première réunion sert à présenter le CESE et à expliquer les règles et les objectifs du jeu de rôle. La deuxième réunion porte sur l'examen de l'avis au sein du groupe d'intérêt et son adoption en plénière. Entre ces deux rencontres, il est prévu que le rapporteur et les membres du groupe d'étude se réunissent en vue de la rédaction concrète du texte, avec l'aide d'un animateur. Aux fins d'une implication accrue et d'une meilleure efficacité, l'utilisation d'un «compte à rebours» est recommandée, pour distinguer les différentes étapes et les différentes interventions.

Choix du bon dossier. Le jeu de rôle consiste à élaborer un avis sur une communication de la Commission européenne. Son succès dépendra du degré d'implication des participants. Il est par conséquent conseillé de choisir les dossiers les plus connus qui concernent directement les jeunes.

Distribution des documents à l'avance. Il est conseillé de distribuer à l'avance trois documents que les étudiants peuvent approfondir seuls ou avec l'aide d'un enseignant: a) présentation PowerPoint du CESE; b) document de la Commission européenne à examiner; c) dernier avis du CESE sur une matière similaire.

Se concentrer davantage sur le jeu de rôle que sur le CESE. Le but du jeu de rôle est de faire connaître le CESE d'une autre façon qu'au moyen d'un cours magistral classique. Lors de la première réunion, il est donc nécessaire de présenter brièvement le CESE, mais il est plus important de se concentrer sur les règles, les objectifs et le calendrier du jeu de rôle.

Immersion dans un rôle et une personnalité. C'est l'aspect le plus difficile. Certains étudiants peuvent éprouver des difficultés à se glisser dans une identité autre que la leur. S'attarder sur cet aspect, en faisant éventuellement appel à des exemples concrets, n'est jamais une perte de temps. Lorsque le temps disponible pour le jeu de rôle est limité, il est conseillé de recourir à un modèle simplifié. Dans ce cas, chaque étudiant se représentera lui-même, mais toujours dans le but de parvenir à un compromis avec les autres participants.

Les trois groupes d'intérêt peuvent être remplacés par trois différentes classes (appartenant dans la mesure du possible au même groupe d'âge).

Choisir avec soin les participants appelés à jouer un rôle clé. Il s'agit de sélectionner avec l'aide de l'enseignant un rapporteur et deux corapporteurs parmi les étudiants les plus actifs, en veillant à ce que les deux sexes soient représentés. Chacun d'entre eux appartiendra à un groupe d'intérêt



différent. Ils joueront un rôle déterminant puisqu'ils devront : élaborer l'avis en conciliant les différentes exigences, défendre les intérêts du groupe et respecter les accords établis avec les corapporteurs/le rapporteur, et enfin communiquer aux collègues du groupe le contenu de l'avis et les compromis atteints. S'agissant des autres rôles, par contre, il est recommandé de les attribuer au hasard, selon les modalités précédemment décrites.

Rôle clé du membre du CESE et de l'enseignant. Pour l'efficacité et la qualité du travail, il est essentiel que le membre du CESE s'implique d'emblée et se montre proactif. Cela vaut également pour les enseignants qui doivent impliquer et préparer les étudiants. Il arrive souvent que les jeunes se perdent dans des débats ou aient le sentiment de manquer d'idées. Dans les deux cas, ils doivent être incités à raisonner selon une approche synthétique. À toutes les étapes, la présence du membre et des enseignants en qualité d'animateurs est fondamentale. Il est recommandé en particulier que ce soit le membre du CESE qui préside la session plénière, afin de garantir une simulation adéquate de la séance.

Soutenir les jeunes mais sans peser sur leurs choix. Les étudiants seront confrontés à une série de conflits et à un modèle de résolution, celui du «compromis dynamique». L'aide qui leur est apportée dans l'élaboration de l'avis ne doit pas se traduire par une influence directe sur leurs choix. À la fin du jeu, ils devront avoir le sentiment d'avoir adopté un avis qui soit uniquement le fruit de leurs efforts.

Conscience du résultat atteint. À la fin de la simulation, il faudra envoyer à tous les étudiants participants l'avis adopté par leurs soins et l'avis correspondant adopté par le CESE, afin de permettre une comparaison et une meilleure compréhension de leur propre travail.

Ce modèle, expérimenté pour la première fois en février 2012 au pensionnat «Convitto Nazionale "Vittorio Emanuele II"» de Rome et validé dans son format définitif auprès des étudiants du cours de géopolitique de l'université de Rome III en mai 2015, a donné d'emblée des résultats fascinants. Le niveau des analyses et des propositions atteint par ces jeunes confirme que, s'ils sont bien préparés et motivés, ils peuvent arriver à de grands résultats. En outre, au-delà de la simple connaissance du CESE, cette simulation représente pour les étudiants une excellente expérience, susceptible d'être reproduite dans d'autres contextes institutionnels et associatifs. Par ailleurs, cette initiative constitue pour le membre qui la met en œuvre un instrument lui permettant d'entretenir un contact et des échanges avec une partie de la société souvent difficile à atteindre et peu entendue, en donnant à celui-ci la possibilité de jouer de manière plus globale ce rôle de pont entre les institutions et les citoyens que les traités lui reconnaissent.

Antonio Polica (AAM)

Génération perdue



Récemment, le président de la BCE, s'exprimant à Lisbonne, a souligné que «les jeunes paient un prix trop élevé pour la crise». De l'avis de Mario Draghi, il existe un risque de créer, en particulier dans les pays du sud de l'UE, une «génération perdue» de chômeurs, dont le pourcentage, variable suivant les États membres, peut atteindre 40 % chez les jeunes. Ces taux sont deux fois supérieurs à la moyenne européenne.

Le chômage des jeunes est aujourd'hui le problème central de notre société. Dans de nombreuses régions de l'Union, il constitue une véritable tragédie, synonyme de frustration, d'anxiété et d'insécurité : cette situation compromet la possibilité des jeunes de se réaliser, au moment précis où ils sont en mesure, étant plus performants physiquement et intellectuellement, d'apporter un plus.

Les politiques économiques des États membres et de l'Union doivent se fixer pour objectif de créer des emplois pour les jeunes et de relever le taux d'emploi global. Il ne s'agit pas d'envisager des formes de préretraite ni d'autres interventions visant à abaisser de manière inacceptable l'âge du départ à la retraite. Ce n'est pas avec de telles mesures, qui pèseraient sur le budget social et déboucheraient rapidement sur de nouveaux prélèvements ayant pour effet de freiner la demande intérieure, que l'on pourra créer de «bons» emplois.

La croissance et une politique monétaire plus dynamique sont au cœur de toute politique de l'emploi. Le rapport de la BCE pour 2015 fait apparaître de faibles avancées dans cette direction, mais montre que l'incertitude continuera à prédominer en 2016. En effet, les tendances économiques mondiales défavorables n'ont pas favorisé de manière appropriée la relance européenne. L'action de la Banque centrale a entraîné une réduction moyenne de 3 % environ du taux de change effectif de l'euro par rapport à 38 devises, une baisse minima du rendement des obligations d'État et une évolution à la hausse des cours boursiers, s'inscrivant dans un contexte de grande volatilité. Ces développements ont favorisé un léger recul du chômage, une reprise tendancielle de la confiance des consommateurs et une hausse des profits, s'accompagnant cependant d'une quasi-stagnation des salaires. L'évolution de l'économie européenne a enregistré l'an dernier quelques signaux positifs, qui n'ont toutefois pas été en mesure d'influer de manière significative sur le taux élevé de chômage des jeunes dans de nombreuses régions de l'Union. Les incertitudes évoquées plus haut, qui ont marqué le début de l'année 2016, ne sont pas de bon augure. Pour rendre notre système plus compétitif, il convient de prendre des mesures visant à réduire la pression fiscale et à améliorer la productivité. Dans son avis de février 2016 sur l'examen annuel de la croissance, le CESE a lui aussi recommandé entre autres la modernisation de l'économie européenne et la révision de la politique fiscale.

Le développement et la défense de la monnaie unique nécessitent une Union européenne capable d'entreprendre un certain nombre de réformes économiques, institutionnelles et politiques dont on lui est déjà fait mention dans le rapport des cinq présidents : seule la volonté politique des États membres fait défaut aujourd'hui.

Giovanni Mantovani (AAM)

L'Europe en échec face aux crises: à qui la faute?



L'Europe connaît aujourd'hui une impressionnante collection de crises en tous genres qu'elle ne parvient guère à surmonter et dont il devient impossible d'évaluer toutes les conséquences:

- une crise sécuritaire sans précédent, rappelée à notre plus mauvais souvenir par les attentats terroristes de Bruxelles succédant à ceux de Paris quatre mois auparavant ;
- une crise migratoire exceptionnelle, avec les afflux aussi massifs qu'incontrôlés des réfugiés d'un Moyen-Orient à feu et à sang ;
- une crise de solidarité aiguë, avec un retour des contrôles aux frontières entre Etats membres, balayant les anciennes libertés de Schengen ;
- une crise économique et sociale interminable, avec dans la plupart des pays un chômage élevé frappant tout particulièrement les jeunes, malgré le rééquilibrage inédit des conditions internationales d'échange et un « plan Juncker » resté imperceptible pour tout un chacun ;
- une crise financière en embuscade, menaçant de rechuter sous le poids de dettes publiques abyssales, d'une volatilité structurelle des marchés boursiers et d'un secteur bancaire resté, malgré un dernier plan européen, largement opaque et sous perfusion de la Banque centrale européenne, seule entité fédérale d'une union économique et monétaire coupablement inachevée ;
- une crise budgétaire croissante pour l'Union européenne, privée d'autonomie et réduite à la portion congrue par ses contributeurs nationaux, donc hors d'état d'exercer efficacement les missions communes censées lui revenir, tout en l'obligeant à sacrifier des programmes aussi emblématiques que les échanges Erasmus ;
- une crise agricole récurrente, avec notamment en France des jacqueries paysannes au sein de régions rurales appauvries, vieillissantes et de plus en plus désertifiées ;
- une crise des banlieues et zones urbaines « sensibles » dont la forte expansion démographique, jointe à un chômage aigu, va de pair avec une délinquance mal contrôlée et l'émergence récente de réseaux radicaux et terroristes ;
- une crise régionale croissante, avec des poussées politiques de fièvre contestataire et identitaire ébranlant, de l'Ecosse à la Catalogne en passant par la Corse, les « Etats nations » les plus séculaires ;
- une crise d'identité commune devenue délétère, avec des Britanniques menaçant sans détours ni états d'âme de quitter l'Union, référendum programmé à l'appui, malgré tous les bénéfices retirés, outre des dérogations exceptionnelles, de leur adhésion il y a quarante-trois ans ;
- une crise de cohésion devenue structurelle sous le poids de la diversité comme du nombre, en l'absence de réforme institutionnelle à la hauteur des multiples élargissements, avec un éclatement des approches et des mentalités, là où un même esprit communautaire aurait du finir par l'emporter ;
- une crise de décision à la mesure de pareille situation, avec des dirigeants cramponnés sur leurs intérêts nationaux et imperméables à toute priorité de l'intérêt communautaire – alors même que le Conseil Européen qui les réunit est devenu l'arbitre suprême ! - ;
- une crise de confiance découlant de tout ce qui précède, avec des opinions et des peuples qui ne comprennent plus - faut-il leur en tenir rigueur ? - cette « Europe », ou plutôt cette « Non-Europe », devenue aussi inefficace qu'illisible et, disons-le, invendable.

Pour les avocats et militants déclarés de l'Europe, quinze ans après l'exploit de la monnaie unique et dix ans après le printemps des grands élargissements, c'est déconvenue sur déconvenue, gifle sur gifle, et coup de massue sur coup de massue...

Après pareilles déceptions, désillusions voire trahisons en tous genres, comment ne pas s'étonner qu'il y ait encore, malgré tous ces vents contraires, des partisans d'une Europe intégrée ?

Faut-il y voir des émules de Sisyphe, condamné par les dieux à pousser sans arrêt ni espoir un rocher qui ne fait que retomber ? Ou au contraire des émules de Pénélope, fidèle à bon escient à l'absent, malgré les pressions et moqueries de tous ceux qui ont, bien témérairement, décrété son deuil ?

L'histoire vécue de la construction européenne nous rappelle que ses partisans ont, dès les débuts, collectionné les épreuves, même si sa commémoration officielle ne retient que les succès, les traités et les photos souriantes d'une famille en expansion. Car ce bilan n'a guère été exempt d'occasions manquées, de lourdes déconvenues et d'échecs sans appel, et certains succès eux-mêmes ont parfois mal supporté l'épreuve du temps. Jugeons-en par quelques rappels.

La construction européenne s'est à l'origine en 1950 fondée sur une mise en commun inédite du charbon et de l'acier, si liés aux précédents conflits, suivie en 1957 d'une supervision conjointe de l'énergie atomique. Mais qu'en reste-t-il aujourd'hui ?

La haute autorité CECA, juridiquement caduque, a été dissoute dans une Commission européenne de moins en moins fédéralisante, tandis qu'Euratom est resté quelque part dans ses limbes. Aujourd'hui, les politiques de l'énergie sont redevenues essentiellement nationales, voire antagonistes entre l'Allemagne et la France elles-mêmes ! A moins d'être autiste ou humoriste, peut-on encore agiter, comme certains aujourd'hui, une relance de l'Europe par une approche commune de l'énergie et de l'environnement ?

De même, on n'avait pas hésité à signer dès 1952 un traité créant une Communauté européenne de défense. L'échec en 1954 de sa ratification par la France en a sonné le glas ! Ce glas n'a pas fini de résonner soixante ans après pour les Européens toujours soumis au bon vouloir d'une protection américaine.

Si beaucoup, notamment à l'Est, trouvent assurément des avantages éprouvés à cette protection là, sa pérennité n'en inflige pas moins à toute l'Europe un coût politique plein de conséquences multiples dont la facture, même entre solides alliés, paraît déraisonnable ! Mais là aussi, si d'aucuns agitent la perspective d'une relance de l'Europe par la défense, comment réutiliser les œufs européens d'une omelette transatlantique cuite et recuite ?

Que dire enfin des rêves d'une « puissance politique » européenne, appuyée sur des citoyens qui lui soient directement associés, et animée par de vrais dirigeants « européens », crédibles et identifiés comme tels ? L'échec électoral en 2005 du traité constitutionnel, premier pas timide sur pareil terrain, mais première victime aussi de cette crise de confiance qui perdure, a durablement dissuadé toute relance d'une telle approche. Qui aujourd'hui parmi nos états-majors politiques, à défaut de quelques Verts, ose encore afficher l'ambition d'une Europe fédérale ?

Et pourtant... Envers et contre tout, l'Europe existe quand même, et nous la rencontrons chaque jour, ne serait-ce qu'en ouvrant nos portefeuilles et nos porte-monnaie, à travers ces euros qui circulent librement (et sans doute miraculeusement au sortir d'une histoire si mouvementée) parmi tant de pays européens !

De même, l'Europe n'est déjà plus forcément limitée à un marché commun, même inachevé. D'autres graines ont été semées, y compris l'amorce d'une « politique étrangère et de sécurité commune » même si on voit bien toutes ses difficultés à s'affirmer face aux Etats les moins enclins à lui laisser le premier rôle !

Pour sortir de ces spirales de crises et d'échecs que l'Europe connaît aujourd'hui, inutile de se lancer à nouveau dans de grands débats politiques, idéologiques et doctrinaux !



Renouons plutôt avec la « méthode communautaire », celle, inaugurée par Robert Schuman et inspirée par Jean Monnet, qui aura été à l'origine de tous nos succès collectifs et qui le reste plus que jamais : on ne construit – et on ne préserve – l'Europe que par de nouvelles solidarités de fait !

Aujourd'hui, ces nouvelles solidarités sont celles que nous imposent clairement des défis communs hors norme qu'on ne pourra affronter, relever et surmonter qu'en commun !

À cette fin, il n'est plus temps pour nos Etats de tergiverser ! Il est par contre urgent de mettre en place un « Institut budgétaire européen » pour analyser ensemble, sereinement et rationnellement, ce qu'il faut aujourd'hui « faire ensemble pour faire face », suite à cette avalanche de crises aussi inédite qu'ininterrompue, aussi interconnectée qu'inextricable, aussi menaçante que globale.

Alors cessons ce jeu stérile du « tous perdants », qui consiste à se cacher mutuellement les cartes et se disputer le moindre sou ! Examinons désormais quoi faire ensemble plutôt qu'isolément, afin d'être plus efficaces à meilleur coût, dans l'intérêt évident de tous les citoyens et contribuables européens, comme dans l'intérêt bien compris de tous les Etats eux-mêmes !

Les terrains d'application d'une telle approche de bon sens ne manqueront certes pas : agence européenne de renseignement, police fédérale européenne, gardes-côtes européens, protection civile européenne, force commune d'intervention, parquet européen antiterroriste, etc.

Reste en définitive la question centrale : nos Etats accepteront-ils enfin, dans l'urgence et les débordements d'une pareille crise, de reconnaître la primauté de l'intérêt commun ?

Cette question en appellera nécessairement une autre si, placés devant leurs responsabilités collectives, ces Etats devaient continuer à se défausser. Il reviendrait alors aux citoyens, pour mériter encore ce qualificatif, de la poser clairement : où sont les vrais alliés et les vrais adversaires des Européens eux-mêmes ?

Bruno Vever (AAM)

LES MEMBRES ÉMÉRITES DU CESE ET L'INITIATIVE «GOING LOCAL»: l'exemple du génie biomédical.

L'assemblée annuelle des anciens membres (qu'il serait préférable d'appeler «membres émérites», pour reprendre les propos de Gianni Bernabei) vient de se conclure. Elle s'est penchée sur les perspectives d'avenir et sur l'action de ses membres. L'un des thèmes abordés lors de plusieurs interventions et sur lequel est revenu M. Antonello Pezzini, qui a présenté un exposé clair à ce sujet, portait sur l'initiative «Going local», c'est-à-dire sur l'utilisation des compétences et des relations des «membres émérites» dans les associations dont ils sont issus et dans leurs pays d'origine. L'une des tâches des rapporteurs du CESE est de présenter et de défendre les avis pendant une période de six mois à compter de leur adoption, mais il n'est pas nécessaire d'avoir été rapporteur pour présenter un avis dans l'un des domaines de compétence que l'on maîtrise le mieux. Malheureusement, entre engagements professionnels de chacun et activités au sein du CESE, cet aspect est le plus négligé. Les «membres émérites» appartenant à l'association pourraient s'acquitter de cette fonction tant en ce qui concerne les avis qu'ils ont élaborés que ceux pour lesquels ils s'avèrent le plus compétents.

J'ai été rapporteur d'un avis d'initiative sur le génie biomédical, proposé par mon collègue et ami autrichien Dirk Jarré, dont l'experte pour le rapporteur était Mme Silvia Zinetti (adopté lors de la séance du 23 avril 2015 et publié le 4 septembre 2015 au Journal officiel).

En juillet de l'année dernière, deux membres du Parlement européen (Comi/PPE – Caputo/S&D) ont soumis à la Commission européenne deux questions avec demande de réponse écrite, dans lesquelles il est fait explicitement référence à notre avis.

J'ai été invité en septembre par la commission nationale de bio-ingénierie de l'ordre des ingénieurs de Milan afin de présenter ce document. Il a été envisagé à cette occasion de proposer de faire référence à cet avis lors du congrès national. Le 2 octobre à Venise, le Conseil national de l'ordre a adopté un document final dans lequel (au point 27), il est là aussi fait explicitement référence à l'avis du CESE.

Au cours du mois de décembre, la Commission a répondu aux questions posées, dont l'une demandait pourquoi la profession d'ingénieur biomédical n'était pas reconnue dans le cadre de la directive 2005/36 sur les professions. La Commission a préconisé l'adoption d'initiatives en ce sens au niveau national.

Au mois de mars dernier, les instances dirigeantes de l'Association européenne des ingénieurs biomédicaux ont organisé une téléconférence, au cours de laquelle j'ai exposé en détail le contenu de l'avis.

Cet avis a donné un sérieux coup d'accélérateur à un processus en cours depuis de nombreuses années en Italie et en Europe.

En mars dernier, avec les présidents des deux groupes de travail de la Fédération internationale du génie médical et biologique (IFMBE), Ernesto Iadanza et Leandro Pecchia, avec le responsable de la société Medicaldev, Luca Radice, avec Manuela Appendino, ingénieur biomédical qui a déjà conçu et réalisé de nouveaux dispositifs cardiologiques vitaux et Teresa Maisto, ingénieur clinique, responsable pour une grande multinationale des équipements fournis à six hôpitaux de la ville de Catane, nous avons constitué le «Comité promoteur pour la reconnaissance juridique des

activités de recherche et des professions d'ingénieur biomédical et clinique», dont j'ai été nommé (en raison de mon âge) président.

Le président du comité scientifique est le professeur Andrea Corvi, responsable du master en ingénierie biomédicale de l'école d'ingénieur et coordinateur du master 2 en ingénierie clinique de l'université de Florence. D'éminentes personnalités issues du monde académique, des professions libérales, de la recherche, des associations et de l'ordre des ingénieurs ont été conviées à faire partie du comité scientifique.

J'ai été invité à présenter une synthèse de l'avis et à expliquer les objectifs du Comité lors du XVI^e congrès national de l'association italienne d'ingénierie clinique, qui s'est tenu du 7 au 9 avril à Bari.

Le 31 mai prochain, certains membres du Parlement européen, sous l'effet de l'avis du CESE, créeront le premier groupe interparlementaire sur le génie biomédical et m'ont invité à présenter un exposé à cette occasion. Le CESE pourrait élaborer un nouvel avis en la matière, qui permettrait d'apporter une grande valeur ajoutée à la recherche et aux attentes des jeunes, mais surtout contribuerait à créer les conditions d'une amélioration radicale des services de santé et de la situation des patients.

Il y aura d'autres initiatives dont nous pourrions parler à l'avenir.

Il est possible de réaliser des initiatives «Going local» sans même générer de coûts pour le CESE et l'Association.

Apporter, durant cette phase historique, une contribution depuis le cœur de l'Europe (métaphoriquement parlant, s'agissant du CESE), afin de lutter contre les mouvements centrifuges, les égoïsmes et les nationalismes et de valoriser tous les bienfaits générés par l'Union, est notre manière de continuer à prendre une part active au grand processus d'intégration et de renforcement des idéaux européens.

Edgardo Maria Iozia (AAM)



OXFORD - future ville d'accueil



Cette année, l'Association des anciens membres organise son voyage d'étude à Oxford et ses environs, **du 14 au 18 septembre 2016**, à l'initiative conjointe de MM. Robert Moreland et Kenneth Walker.

Le thème principal du voyage, l'éducation en Grande-Bretagne, sera entre autres axé sur l'intelligence artificielle, qui touchera à plus de 47 % les métiers de notre société civile future. L'association aura l'opportunité de visiter *Oxford instruments, a leading scientific instrument producer, Culham EU research centre and European School, Gloucester*, sans oublier *Blenheim Palace, home of the Dukes of Marlborough*, ville de naissance de Churchill.

L'*University College*, situé dans la rue principale d'Oxford, hébergera les participants pour la durée de leur séjour.

Fort des succès précédents, le voyage est limité à 50 personnes selon l'ordre d'arrivée des inscriptions.

INSCRIPTION

La cotisation annuelle s'élève à 70 EUR et doit être versée sur le compte de l'Association des anciens membres du CESE, banque ING: IBAN BE02 3101 7336 3540 – BIC: BBRUBEBB.





«À l'occasion du 10^{ème} anniversaire du Comité économique et social des Communautés européennes, Sa Majesté le Roi des Belges a reçu en audience le Président M. Louis Major, les Vice-Présidents, le Secrétaire Général [Jacques Genton] et les membres du Bureau de cette Assemblée. Au cours de l'audience, le Président du Comité, en présentant ses collègues à Sa Majesté, a notamment souligné le caractère original que présente le

Comité économique et social, organe qui met en contact les représentants de diverses catégories économiques et sociales de la Communauté et qui, à ce titre, a contribué excellemment à l'intégration économique, intellectuelle et morale des six pays signataires du Traité de Rome.»

Extrait de la revue *Associations Internationales*, Août 1968, N° 8, p. 558

Coordination générale: Domenico Cosmai

Rédaction: Maria Cossu, Natalia Schneiderová, Stefano Soattin

Layout: Filip Van Landegem

Contributions: Tatiana Adamišová, Gabrielle Bergen, Marián Brestovanský, Roger Briesch, Sonia Calvy, Maria Cossu, Henriks Danusevics, Georges Dassis, Silvia Giaccon, Merve Güngör, Edgardo Maria Iozia, Luca Jahier, Peter Javorčík, Giovanni Mantovani, Béatrice Ouin, Viliam Páleník, Luis Planas, Antonio Polica, Natália Schneiderová, Bruno Vever, Sylvia Zdziech

CONNECT est la newsletter de l'Association des anciens membres du Comité économique et social européen. La publication est également ouverte aux contributions extérieures. Les articles publiés reflètent l'opinion de leurs auteurs et ne sont pas nécessairement représentatifs des positions du comité de rédaction ou du Comité économique et social européen.



Comité économique et social européen

Rue Belliard 99, 1040 Bruxelles, BELGIQUE

Responsable d'édition: unité "Visites et Publications"

www.eesc.europa.eu

© Union européenne, 2016
Reproduction autorisée,
moyennant mention de la source.



FR